

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU
MONOPOLE DE L'ÉCLAIRAGE
ET DU
CHAUFFAGE PAR LE GAZ A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 18 Mai 1901 à 2 h. 1/2.

PAR

Pierre LÉON

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE PARIS
ET DU CONCOURS GÉNÉRAL DE LICENCE

Président : M. SAUZET, *professeur.*
Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, *professeur.*
JACQUELIN, *agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU

MONOPOLE DE L'ÉCLAIRAGE

ET DU

CHAUFFAGE PAR LE GAZ A PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 18 Mai 1901 à 2 h. 1/2.

PAR



Pierre LÉON

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE PARIS
ET DU CONCOURS GÉNÉRAL DE LICENCE

Président : M. SAUZET, *professeur.*

Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, *professeur.*
JACQUELIN, *agréé.*

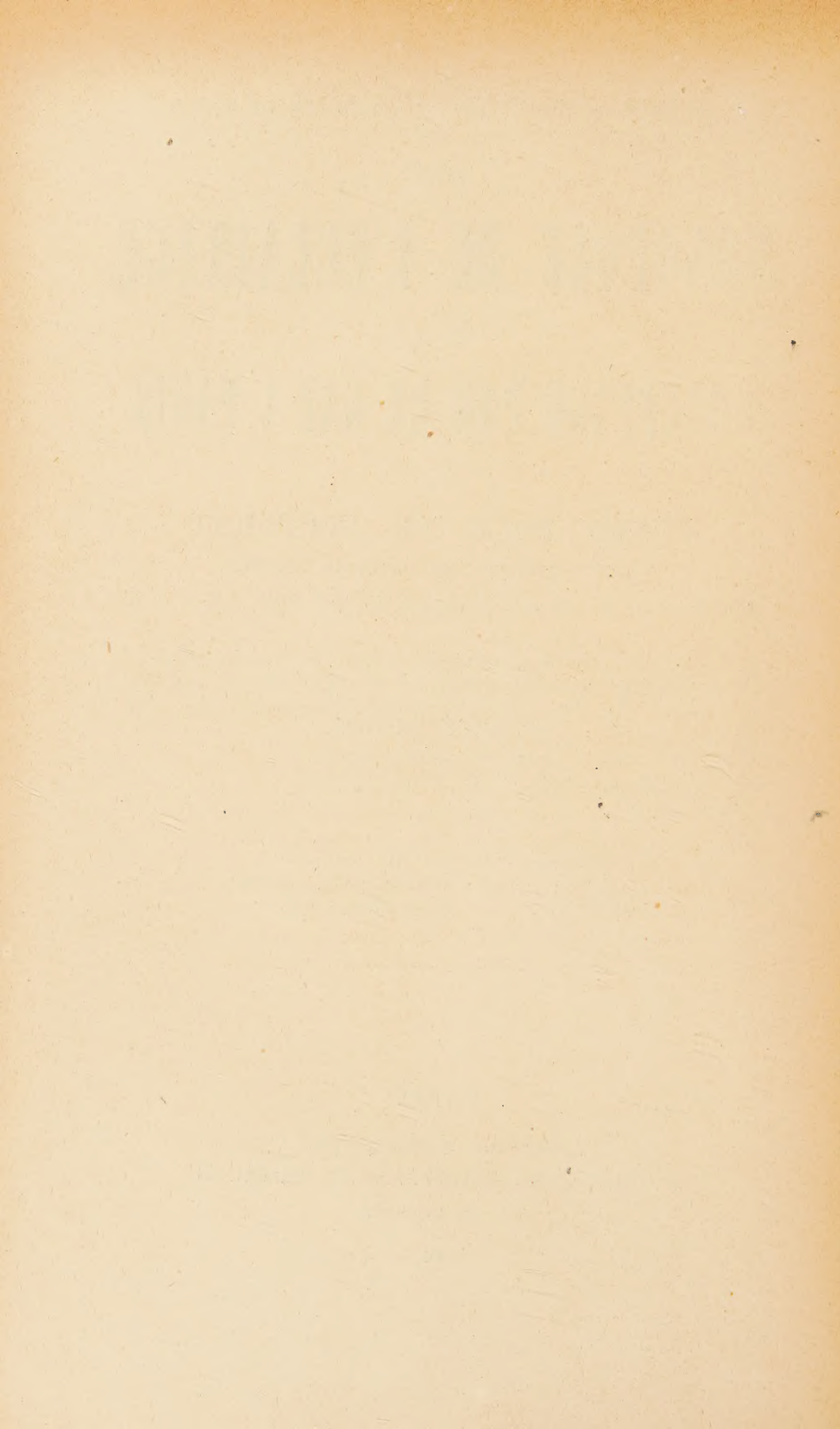
PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT

—
1901



BIBLIOGRAPHIE

- Mercier. — l'Industrie du gaz à Paris. *Revue générale d'administration*, année 1878.
- Toutain. — Des autorisations et des contrats portant concession en ce qui concerne l'éclairage au gaz dans les villes. *Revue générale d'administration*, 1882, II.
- Hauriou. — Dangers des monopoles de fait établis par occupation de la voie publique, gaz et électricité. *Revue du Droit public et de la science politique*, t. I.
- D. Cochin. — La compagnie du gaz et la ville de Paris. Traités, négociations, rapports, 1883.
- Paul de Rousiers. — Les Trusts dans les services municipaux. *Revue politique et parlementaire*, année 1898.
- Foxwell. — Du développement des monopoles dans leurs rapports avec les fonctions de l'Etat. *Revue d'économie politique*, année 1889.
- Garnier et Dauvert. — Les concessions de gaz et d'électricité devant la jurisprudence administrative.
- Cruveilhier. — Série d'articles sur les concessions d'éclairage au gaz parus dans la *Revue générale d'administration*, de 1898 et 1899.
- Pillon. — Monopoles communaux. Thèse (Faculté de Caen) 1898.
- Labbé. — Des concessions d'éclairage à Paris et à Berlin. Thèse, Paris, 1900.
- Montet. — Etude sur le socialisme municipal anglais. Thèse, Paris, 1901.

Stehelin. — Essai de socialisme municipal. Thèse, Paris, 1901.
Lauriol. — Eclairage au gaz, éclairage électrique (mission à l'étranger en 1898). Rapport au conseil municipal de Paris, en date du 15 décembre 1899.

Dolman Frederick. — Municipalities at work.

Rowe. — The municipality and the gaz supply ; annals of the american academy of political and social science, may 1898.

Cammeo. — Monopoles communaux, dans *archivio giuridico*, t. LIV, p. 296.

Bloch et de Pontich. — Administration de la ville de Paris.

Dictionnaire de l'Encyclopédie : Au mot éclairage.

Recueil de pièces relatives à la question du gaz, annexe au rapport n° 107 présenté par M. Sauton, année 1895.

Rapport de M. Sauton sur le compte de partage des bénéfices de la concession de gaz de l'exercice 1899.

Bulletin municipal officiel. — Séances des 18 et 30 décembre 1899 ; séances des 26, 27 et 28 janvier 1901.

Rapport (n° 13) sur l'abaissement du prix du gaz présenté par M. Sauton, année 1899.

DU MONOPOLE DE L'ÉCLAIRAGE

ET DU

CHAUFFAGE PAR LE GAZ A PARIS

Jusqu'au milieu du xvi^e siècle, alors que Paris était déjà la capitale d'un royaume fortement centralisé, nulle mesure ne fut prise en ce qui concerne l'éclairage, par la municipalité.

Le Parisien s'en tenait, comme aujourd'hui dans nos villages les plus arriérés à la lanterne individuelle qu'il portait à la main.

A l'heure où les cloches de Saint-Merry et celles de la Sorbonne annonçaient l'*Angelus* du soir et donnaient le signal du couvre-feu, tout rentrait dans l'obscurité, les boutiques se fermaient, les lumières disparaissaient. Les rues boueuses et mal pavées appartenaient à partir de ce moment aux détrousseurs et aux gens sans aveu qui guettaient dans

l'ombre le bourgeois assez audacieux pour oser s'attarder.

Plus d'une fois cependant au cours de ces époques troublées, il y eut des tentatives pour parer aux périls de la nuit.

Louis XI fit ordonner par le prévôt aux habitants de Paris « d'avoir armures dans leurs maisons, de faire le guet dessus les murailles et de mettre flambeaux ardents et lanternes aux carrefours des rues et fenêtres des maisons ».

Mais cette ordonnance ne semble pas avoir produit grand effet, si bien qu'après le combat de Montlhéry, les marchands décidèrent que l'on allumerait la nuit de grands feux dans les carrefours et que chacun dans son quartier ferait le guet en armes.

Les guerres incessantes qui eurent lieu sous François I^{er} et surtout la captivité du roi après Pavie grossirent le nombre d'aventuriers sans solde réunis à Paris. En 1524, le guet n'ose plus sortir. Le roi étant au-delà des monts, le Parlement se décide à prendre des mesures et rend un arrêt en date du 17 juin 1524 : « La Cour ordonne et enjoint de rechef à tous les manants et habitants de cette ville privilégiés et non privilégiés, que chaque jour ils auront à faire le guet de nuit. Et outre icelles, qu'ils aient à mettre à neuf heures du soir à leur fenêtre sur la rue, une lanterne garnie d'une chandelle allumée.

Mais ordonnances et arrêts de Parlement ne pouvaient rien contre l'inertie des habitants (1).

Le 29 octobre 1558, le Parlement arrête à nouveau que pour se défendre des larrons, voleurs, effracteurs de porte et d'huis, il y aura au coin de chaque rue, de 10 heures du soir à 4 heures du matin un falot allumé ; lorsque lesdites rues seront si longues que ledit falot ne puisse éclairer d'un bout à l'autre, il en sera mis au milieu desdites rues. Cet éclairage n'était ordonné que pour l'hiver seulement.

Les bourgeois de Paris ayant réclamé contre la brièveté du temps d'éclairage fixé à quatre mois seulement, il fut décidé le 23 mai 1562 que les lanternes seraient allumées pendant cinq mois et dix jours.

Cet état de choses encore si imparfait allait changer sous Louis XIV. Les fêtes et les illuminations furent un des attraits de son règne. Les seigneurs plaçaient en dehors de leurs hôtels des flambeaux énormes de cire blanche sur des chandeliers de cuivre, les bourgeois suspendaient à leurs fenêtres des lanternes vénitiennes.

Un abbé, du nom de Landati, eut l'idée de créer une compagnie de porte-lanternes qui éclairaient les habitants pour un prix convenu. En mai 1665

1. Voir Mercier, *l'Industrie du gaz à Paris. Revue générale d'administration* de 1878.

il obtint un privilège pour une durée de 20 années.

Ce progrès fut suivi d'un autre. La Reynie, nommé à la charge de lieutenant de police, nouvellement créée, établit par un édit de mars 1667, des lanternes publiques dans lesquelles brûlaient des chandelles (1).

Cette innovation sembla un progrès si considérable que ce ne fut que vers le milieu du règne de Louis XV qu'on songea à un autre mode d'éclairage.

A la suite d'un concours ouvert à l'Académie des sciences, on adopta l'appareil de Bourgeois de Châteaublanc, c'était une lanterne à huile munie d'un réflecteur métallique, connu sous le nom de réverbère. Quand, en 1769, on céda pour Paris ce mode d'éclairage à une seule Compagnie, il existait 7.000 becs compris dans 3.500 réverbères. En 1809, il y en avait 11.050, en 1821, 12.672. C'est à cette époque que l'éclairage au gaz fit son apparition.

La découverte du gaz d'éclairage est due à l'ingé-

1. Un édit de 1704 ordonna le rachat des frais d'entretien d'éclairage par les propriétaires au denier 18, devant produire 5.400.000 fr. pour être versés dans l'année au Trésor. Au moyen de ce versement le roi se chargeait pour l'avenir et à perpétuité de remettre chaque année aux receveurs des deniers de la police les 300.000 fr. montant de la taxe payée jusque-là annuellement par les bourgeois.

nieur français, Philippe Lebon. Mais cette invention essentiellement française devait, comme cela est arrivé trop souvent, prendre son importance industrielle en passant par les Anglais. En 1804, Murdoch faisait divers essais à Birmingham.

Un Allemand naturalisé Anglais, Windsor, après avoir organisé à Londres, dès 1812, une Compagnie d'éclairage, vint prendre un brevet à Paris. Son brevet d'importation est daté du 1^{er} décembre 1815. Une Société fut fondée.

En janvier 1817, le passage des Panoramas fut éclairé au gaz ; mais la Société fut liquidée en 1819 après avoir éclairé une partie du Luxembourg et le pourtour de l'Odéon. Une nouvelle Société fondée par M. Pauwels fils aîné, sous la dénomination de Compagnie française, ne fut pas plus heureuse.

En 1823, MM. Ternaux et Gandolphe se constituèrent fondateurs d'une Société d'éclairage par le gaz portatif. Mais cette Société fut dissoute cinq ans après (1). Le roi Louis XVIII fit tous ses efforts et consentit de grands sacrifices pour favoriser le développement de l'éclairage par le gaz. Il fit lui-même construire une usine, connue sous le nom d'Usine Royale. Un vaste terrain fut acheté près de la barrière des Martyrs, avec des fonds provenant

1. Voir *Administration de la ville de Paris*, par MM. Maurice Bloch et de Pontich, page 430.

de la caisse de vétéranee, qui fut remboursée plus tard par la liste civile.

L'Usine Royale qui avait coûté plus de 800.000 fr. fut vendue 400.000 francs avec le privilège d'éclairer les théâtres et bâtiments dépendant de la liste civile, à une Société fondée par M. Chaptal fils.

Cette Société anonyme constituée pour 99 ans et autorisée par ordonnance royale du 18 décembre 1822 continua son exploitation jusqu'en 1830.

Bien qu'elle fût investie de privilèges spéciaux et eût à desservir les plus beaux quartiers de Paris, non seulement elle ne put distribuer aucun dividende à ses actionnaires ; mais elle fut obligée pour se sauver d'une ruine complète, de réunir ses établissements à ceux d'une autre Société (Manby et Wilson).

Les progrès de l'éclairage au gaz furent, comme on le voit, très lents ; les débuts avaient cependant été très brillants ; rien n'avait manqué au nouvel éclairage ; ni l'engouement du public, ni les faveurs d'un roi. Pourquoi donc l'exploitation présentait-elle de si sérieux mécomptes ? C'est qu'on se heurtait à des intérêts puissants.

Pendant longtemps, les marchés passés par la ville de Paris pour l'allumage des réverbères arrêtaient les progrès du gaz. L'entreprise importante de l'éclairage à l'huile se sentait menacée et favorisait des réclamations dont elle cherchait à tirer

parti. On raconte avec complaisance des histoires les plus sinistres d'incendie et d'asphyxie qui se sont passées à Londres. Les signataires d'une pétition visent surtout la société Pauwels. M. Pauwels avoue 200.000 pieds cubes de gaz qui équivalent certainement à 500 barils de poudre : une explosion est possible et ferait sauter le faubourg Poissonnière... L'odeur de gaz est, dit-on, tenace, mordicante.... objections et obstacles, que par un retour bien fréquent des choses humaines, la compagnie du gaz a repris à son tour un demi-siècle plus tard, contre son nouveau concurrent : l'éclairage électrique.

Le 1^{er} janvier 1829, on vit enfin des becs de gaz dans la rue de la Paix, puis place de l'Odéon et dans les galeries du Palais Royal. Depuis, l'éclairage au gaz ne fit que s'étendre.

En 1842, les Compagnies qui exploitaient des usines à gaz dans Paris étaient au nombre de neuf, savoir :

1^o La Compagnie anglaise sous la raison Manby, Wilson et C^{ie} (usines rue de la Tour-d'Auvergne et barrière de Courcelles);

2^o La Compagnie française, sous la raison Larrieu, Brunton, Pilté et C^{ie} (usine rue de Mademoiselle, à Vaugirard, et rue du Faubourg-Poissonnière);

3^o La Compagnie Lacarrière (usine rue de la Tour-du-Temple.

4^o La Compagnie parisienne, sous la raison Dubo-

chet, Pauwels et C^{ie} (usines barrière d'Italie, route de Choisy, commune d'Ivry);

5° La Compagnie de l'Union, sous la raison Pérardel et C^{ie} (usine à Passy);

6° La Compagnie de Belleville, sous la raison Payn et C^{ie} (usine à Belleville);

7° La Compagnie Pommier (usine Chaussée du Maine);

8° La Compagnie du gaz portatif non comprimé, sous la raison Houzeau, Rohault, Miquet et C^{ie} (usine rue de Charonne);

9° Enfin la Compagnie Selligne (usine aux Bati-gnolles.

Ces Compagnies, qui ne jouissaient que d'autorisations révocables, furent bientôt réduites à six. Elles étaient réglementées en ce qui concerne les conditions de fabrication, de distribution et d'usage du gaz, et placées sous le contrôle et la surveillance de la Préfecture de police conformément à la loi des 16-24 août 1790, qui charge la police municipale de la surveillance de l'éclairage de la voie publique. Elles payaient à la ville un droit de location pour les conduites de gaz placées sous les voies publiques, calculé à raison de 0 fr. 50 à 2 fr. par mètre, suivant l'importance de la zone éclairée (1).

L'industrie du gaz, devenue prospère, les exigences de l'administration allaient augmenter. En

1. Voir Bloch : *Administration de la Ville de Paris*, p. 432.

1846 fut passé le premier de ces grands traités qui lient depuis si longtemps la ville de Paris et l'Industrie de l'éclairage et du chauffage par le gaz.

Traité de 1846. — Les conventions de 1846 étaient signées entre la ville d'une part et de l'autre les six compagnies figurant dans un traité unique, c'était déjà une tendance à l'unité.

La Ville de Paris se réservait le droit de prendre à fin de bail fixé à 18 années, tout l'outillage des Compagnies moyennant une somme inférieure de 55 p. 100 au prix de revient. Le prix de l'éclairage public était fixé à 0 fr. 35 pour trois des Compagnies et à 0 fr. 24 pour les trois autres. Le prix de vente aux particuliers était tarifé uniformément à 0 fr. 49 le mètre cube pour 1847. Ce prix devait subir une réduction annuelle d'un centime jusqu'en 1856, époque à laquelle il aurait été abaissé définitivement à 0 fr. 40. Les Compagnies s'engagèrent à terminer la canalisation. C'était une dépense de 10 millions qui nécessita une augmentation du capital, porté au total de 44 millions.

La base juridique du traité était, comme par le passé, la location du droit de se servir du sous-sol de la voie publique pour poser les conduites; c'était donc un bail dont le prix de location s'élevait à 200.000 francs. Le gaz fabriqué *extra-muros* et

consommé dans Paris était soumis à l'octroi (1).

Le premier défaut de ce traité était son peu de durée. Même en rémunérant d'une façon imparfaite les capitaux engagés dans l'entreprise, il était difficile d'amortir complètement le capital dans un laps de temps aussi court. Les Compagnies se formèrent en syndicat pour obtenir la révision du traité de 1846 et réclamer une prolongation de leurs privilèges. Le second défaut était l'absence d'unité. Les six Compagnies, en effet, n'étaient ni administrées ni dirigées de la même manière; la fabrication se faisait dans chaque usine selon des procédés distincts et il en résultait des différences considérables dans les prix de revient et dans les prix de vente. Les quartiers affectés à chaque Compagnie étaient d'inégale importance; celles qui fournissaient les plus riches quartiers fabriquaient plus de gaz et pouvaient le vendre à meilleur marché.

« Par suite de la fusion imposée aux Compagnies, était-il dit dans la délibération de la Commission municipale, l'administration fait disparaître les inégalités de force et de puissance qui existent entre les six Compagnies, supprime la division en périmètres, établit l'unité, concentre la responsabilité, assure un bon et régulier service et obtient enfin l'exécution uniforme et rapide de toutes les

1. Mercier, *l'Industrie du gaz à Paris. Revue générale d'administration* de 1878.

mesures d'intérêt public que peut nécessiter l'importance du service... » C'était bien ce qu'il fallait au Préfet de la Seine d'alors, M. Haussmann ; soucieux de mener à bonne fin son vaste projet d'agrandissement et d'embellissement de la capitale, il voyait dans l'éclairage au gaz un merveilleux agent de cet embellissement.

Traité du 23 juillet 1855. — La fusion des Compagnies réussit, grâce aux efforts de M. Emile Pereire. Au mois de juillet 1855, un traité fut passé entre la Ville de Paris et la Société dite Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz qui absorbait toutes les autres, à l'exception de celle du gaz comprimé.

La concession nouvelle était faite pour cinquante années à partir du 1^{er} janvier 1856 jusqu'au 31 décembre 1905.

Le droit de location des parties du sous-sol de la voie publique occupées par les canalisations de la Compagnie était fixé, à titre d'abonnement, à la somme de 200.000 francs pour chacune des cinquante années de la concession.

L'article 6 du traité prévoyait un partage de bénéfices. « Au-delà de 10 0/0 du capital de la Société, les bénéfices qu'elle réalisera seront partagés entre elle et la ville par moitié, après l'expiration des seize premières années de la concession.

L'article 2 du traité prévoyant le cas où un nouveau procédé d'éclairage serait découvert, permettait de l'imposer à la campagne.

Le prix du mètre cube de gaz vendu au comptant était fixé à 30 centimes. La ville se réservait d'employer pour l'éclairage public trois séries de becs dont le plus coûteux devait consommer 200 litres à l'heure moyennant un prix de 30 centimes. Le gaz consommé au compteur était tarifé à 0,15 le mètre cube.

En 1859, au lendemain de la campagne d'Italie, il fut décidé que l'ancien mur d'enceinte des fermiers généraux serait démoli et que les fortifications formeraient désormais le périmètre de Paris. La division de la fourniture du gaz à Paris et dans la zone annexée était contraire au système d'unité stipulé dans le traité de 1855 par l'administration. Il y avait lieu de régler à nouveau les rapports entre l'industrie du gaz et Paris.

Dans la partie de la banlieue comprise entre l'ancienne enceinte de Paris et l'enceinte fortifiée, la voie publique sur une longueur de 168.000 mètres, avait été canalisée par trois compagnies dites Compagnie Parisienne, Compagnie du Nord et Compagnie de l'Est. Ces compagnies disposaient de ressources importantes et il eût été onéreux de recourir contre elles à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

On préféra négocier et traiter avec la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage qui en possession pour 45 années encore de son traité avec l'ancien Paris, aurait pu refuser d'étendre son exploitation aux quartiers nouvellement annexés.

Traité du 25 janvier 1861. — Ce nouveau traité ménagea la fusion des compagnies de la zone annexée avec la compagnie parisienne et porta le capital de cette dernière de 55 à 84 millions. La compagnie parisienne avait, entre temps, acquis l'actif des compagnies du Nord et de l'Est et s'en déclarait dans le traité propriétaire.

La compagnie s'engageait à pourvoir à la fourniture et à la distribution de tout le gaz nécessaire aux consommations de la zone annexée. Elle s'obligeait à construire 182.000 mètres de canalisations jusqu'au 31 décembre 1872.

Les usines à gaz qui se trouvaient dans les nouvelles limites de Paris furent considérées comme entrepôt réel, le service d'octroi y fut organisé. Un décret du 10 juillet 1859 fixait le mode de perception ; la compagnie pouvait payer les droits d'octroi sur la houille ou pouvait s'affranchir de ce droit en payant une redevance de 2 centimes par mètre cube de gaz consommé.

Des comptes distincts étaient établis pour l'ancienne exploitation et celle de la zone annexée,

La ville prenait l'engagement pour le cas où le

compte de la zone annexée se solderait en perte, d'affecter à l'amortissement de cette créance, la part que lui allouait le traité de 1855 sur les bénéfices de la compagnie au-delà de 10 p. 100 du capital.

Traité du 7 février 1870. — Par le traité du 25 janvier 1861, la compagnie du gaz ne s'était engagée à installer des conduites nouvelles sous les voies de la zone annexée que jusqu'à concurrence de 182 kilomètres. Or, la population des arrondissements excentriques ne tarda pas à faire entendre de vives réclamations sur l'état défectueux de l'éclairage public. D'après le traité de 1861, on ne pouvait imposer jusqu'au 31 décembre 1872 une canalisation plus étendue à la compagnie du gaz. Il importait de reviser sur ce point le traité de 1861 pour donner une plus prompte satisfaction aux besoins de la population. De plus, les travaux de repavage de toutes les voies de la zone annexée étaient en cours et devaient être terminés dans un délai de quatre ans; il eût été de mauvaise administration d'installer des conduites souterraines après avoir posé un revêtement de la surface qu'il eût fallu remanier.

Il importait aussi d'obtenir de la compagnie du gaz la renonciation expresse à la faculté qu'elle prétendait avoir conservée sous le régime du traité

de 1861, d'opter entre le paiement de la redevance de 0 fr. 02 centimes par mètre cube de gaz consommé dans Paris et l'acquittement de la taxe d'octroi sur la houille. En maintenant ce droit d'option, la ville était exposée à se voir arrêtée dans ses projets de dégrèvement en faveur de l'industrie et elle avait grand intérêt à voir consolider la redevance payée par la compagnie sur le gaz consommé.

C'est dans ces conditions que fut signé le traité du 7 février 1870 qui fera l'objet spécial de notre étude, mais auparavant il importe de rechercher la base juridique de ces traités ainsi que la nature et l'étendue du droit concédé.

**Monopole de la compagnie du gaz. — Sa nature,
sa raison d'être, son étendue**

La base juridique des différents traités que nous avons passés en revue, consiste dans la concession du droit de se servir du sous-sol de la voie publique pour poser les conduites destinées à conduire le gaz au consommateur.

« La ville concède à la compagnie, dit l'article 1^{er} du traité du 23 juillet 1855, le droit exclusif de conserver et d'établir des tuyaux sous la voie publique. L'article 5 ajoute :

« Le droit de location des parties du sous-sol de

la voie publique occupées par les tuyaux des compagnies, est fixé à titre d'abonnement à la somme de 200.000 francs par an ».

L'article 3 du traité de 1861 s'exprime ainsi. « La concession faite par le traité du 23 juillet 1855 à la compagnie d'éclairage et de chauffage par le gaz s'étendra désormais à la zone annexée ».

L'article 1^{er} du traité du 7 février 1870 dit à son tour : « La concession faite à la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz du droit exclusif de conserver et d'établir des tuyaux pour la conduite du gaz sous la voie publique continue à subsister... »

« Le droit de location des parties du sous-sol de la voie publique, dit l'article 5 du traité est fixé à 200.000 francs. »

Ainsi donc il résulte de ces différents traités un droit exclusif pour la compagnie d'établir des canalisations sous la voie publique.

En quoi consiste ce monopole ?

Peut-il se justifier au point de vue économique ?

Appartient-il à la commune de le constituer ?

Quels en sont les effets ?

Ce sont autant de questions que nous avons à nous poser pour arriver à comprendre la portée juridique du traité qui nous occupe.

Qu'est-ce qu'un monopole ? Certains auteurs ont voulu expliquer étymologiquement ce phénomène économique. « Faire le monopole écrit Condillac, c'est vendre seul ». On oppose bien encore le monopole à la libre concurrence mais on ne voit plus seulement le monopole dans un état absolument exclusif de toute concurrence. Il y a monopole même dans le cas où la concurrence est simplement limitée. Il faut entendre par monopole toute entreprise qui pour n'importe quelle raison se trouve en fait à l'abri de toute concurrence ; c'est suivant l'expression de M. Gide, la situation dans laquelle la concurrence ne s'exercera pas ou s'exerce mal (1).

C'est en ce sens que nous trouvons un véritable monopole constitué au profit du concessionnaire de l'éclairage au gaz. Les compagnies concessionnaires de l'éclairage au gaz n'ont point un monopole de vente ou de fabrication. Pour faire du gaz une substance monopolisée il faudrait une loi ; les villes seraient impuissantes à créer un monopole de ce genre. Mais tel n'est pas ici le cas. Un particulier peut très bien fabriquer chez lui du gaz d'éclairage pour sa consommation personnelle. Il peut même, malgré l'existence d'une concession de l'éclairage au gaz dans la ville, obtenir de l'autorité compétente

1. Du développement des monopoles dans leurs rapports avec les fonctions de l'Etat, Foxwel, *Revue d'éc. politique*, 1889.

l'autorisation d'établir des canalisations sous la voie publique pour conduire le gaz à une maison ou à une usine lui appartenant (1). Il peut même, s'il n'y a pas de voie publique à traverser, alimenter les maisons voisines moyennant rétribution.

Des réservoirs de gaz comprimé, des accumulateurs électriques peuvent être portés à domicile parce que la circulation reste libre sur la voie publique et que la municipalité n'aurait aucun droit à porter entrave à ce genre de commerce.

Mais les compagnies concessionnaires de l'éclairage ont, et c'est ce qui résulte des termes mêmes des traités qu'elles ont passés avec la ville, le monopole de la distribution collective du gaz par canalisation sous la voie publique, et la ville s'est interdit d'y autoriser ou d'y favoriser toute canalisation concurrente. Or, comme la rue est le seul trait d'union entre les différents îlots de maison qui constituent l'agglomération communale, et qu'il serait matériellement impossible de construire autant d'usines génératrices du gaz qu'il y a d'îlots, il s'ensuit que la compagnie concessionnaire est seule à même de conduire le gaz jusqu'au consommateur, et que par la force des choses, elle se trouve seule à lui fournir ce gaz : « Il y a là, dit M. Hauriou une sorte de résurrection des banalités du

1. Circulaire ministérielle du 15 août 1893.

moyen-âge. Le seigneur féodal n'avait point le monopole de la vente du pain mais il avait un four, le four banal et tous ceux qui voulaient faire du pain étaient obligés de le faire cuire à ce four en payant redevance. Le concessionnaire de lumière n'a pas lui non plus le monopole de la vente de la lumière, mais il tient la rue par laquelle seule peut se faire la distribution de la lumière, et ceux qui veulent de la lumière, sont obligés de lui en demander et de payer une redevance qui dépasse le prix marchand » (1).

*Ce monopole de fait tel qu'il existe, peut-il se justifier
au point de vue économique ?*

Le mot de monopole éveille tout d'abord dans notre esprit une idée fâcheuse ; nous songeons de suite aux maîtrises et aux jurandes, aux entraves que subissaient sous l'ancien régime le commerce et l'industrie. Le principe de la liberté du travail est aujourd'hui l'un des principes fondamentaux de notre économie politique, c'est la base de la production des richesses à laquelle il peut seul donner toute sa puissance. C'est aussi un principe de droit public

1. Hauriou, *Revue du Droit public et de la Science politique*, T. I, pag. 78 ; Dangers des monopoles de fait établis par occupation de la voie publique.

qui nous apparaît comme le corollaire de la liberté individuelle et de l'égalité du citoyen devant la loi. Pour faire échec à ces principes fondamentaux de notre droit public une loi aurait été certainement nécessaire ; mais c'est ici qu'apparaît le caractère particulier de notre monopole qui constitue, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, non un monopole de droit mais un monopole de fait auquel les nécessités pratiques ont seules donné naissance. Cependant, il n'est pas impossible, même au point de vue économique, de trouver la justification de ce monopole et elle se trouve dans cette considération pratique que si l'on appliquait dans cette matière le principe de la liberté et du laisser-faire, on aboutirait à constituer au profit de quelques privilégiés un monopole de fait bien plus puissant et autrement dangereux.

Pour l'éclairage réalisé au moyen de canalisations, la libre concurrence ne peut en effet s'exercer dans toute son étendue. Comme le dit fort bien la circulaire du ministre de l'Intérieur du 15 août 1893 : « Le nombre des systèmes à distribution parallèle est nécessairement limité par le peu de place disponible sous la chaussée ou le long des façades et surtout par les inconvénients très graves que présenterait le remaniement fréquent des chaussées en cas de canalisations multiples ».

La concurrence serait donc forcément limitée et

il en résulterait un privilège très dangereux puisqu'il ne serait soumis à aucune condition, en faveur de ceux qui arriveraient à occuper les premiers la voie publique et auxquels l'autorité administrative se bornerait à accorder de simples permissions de voirie.

L'exemple de ce qui se passe aux Etats-Unis est très instructif et nous pouvons en retirer un enseignement profitable. A côté des *trusts* de l'industrie privée il s'est créé ce qu'on a pu appeler des trusts municipaux (1). Au lieu de donner à des compagnies un monopole de fait pour l'exploitation des services publics, les villes américaines ont au contraire, cherché à mettre plusieurs compagnies en concurrence les unes avec les autres afin d'assurer le bon marché des services. Qu'est-il arrivé ? Au bout d'un certain temps les compagnies n'ont pas tardé à se mettre d'accord pour modifier leurs tarifs, ou bien encore la compagnie la plus faible ne pouvant soutenir la concurrence de sa rivale, dont les capitaux étaient plus puissants, tombait en faillite ou était forcée de fusionner. Le monopole de fait qu'on avait voulu éviter se reformait plus puissant et plus dangereux pour le public qui restait sans garantie contre lui.

« Le monopole dit M. Paul de Rouziers, se refor-

1. Pillon, thèse de 1898.

mait contre le public et sans compensation, mieux aurait valu l'accepter au début comme un fait normal et le céder à sa valeur en stipulant des garanties contre ses abus, mais il était trop tard, les compagnies souvent pourvues de chartes perpétuelles se renfermaient dans leurs droits » (1).

D'ailleurs la libre concurrence se concilierait fort mal ici avec l'intérêt de la circulation ; et produirait-elle d'excellents résultats, au point de vue économique, ce qui, nous l'avons vu, n'est pas le cas, nous ne devons point perdre de vue que cette industrie nécessite l'utilisation du domaine public et que cette utilisation en raison de son caractère limité, exclut nécessairement la concurrence ; celle-ci irait en effet à l'encontre de la destination naturelle de la voie publique en portant entrave à la circulation.

A qui appartient ce monopole ?

Après avoir constaté l'existence du monopole de fait et essayé d'en trouver la justification économique, nous devons nous demander à qui appartient ce monopole. Tout monopole constitue un privilège, un droit pour celui en faveur de qui il existe ; quel

1. *Revue politique et parlementaire* (les Trusts dans les services municipaux) année 1898, T. XXIII, p. 88.

est ici le sujet de ce droit, le titulaire de ce privilège ?

Nous répondrons sans hésiter, que le monopole de l'éclairage appartient de droit à la commune, et pour justifier notre réponse, nous n'avons qu'à rechercher le caractère propre de la commune, ce qu'elle est, ce qu'elle a été de tous temps.

La commune n'est pas une création artificielle de la loi. Elle a sa raison d'être dans les faits. Aussi loin qu'on remonte dans notre histoire, on constate l'existence d'agréations de familles unies par des relations de voisinage, par des besoins et des intérêts communs, qui naissent de leur rapprochement sur un même point du territoire.

L'éclairage constitue sans contredit, un de ces besoins communs et non des moins impérieux, puisque la sécurité et la tranquillité de la ville ne sauraient être réalisées sans son concours. Il y a dans l'éclairage un besoin de la collectivité communale, auquel la commune représentant cette collectivité doit donner satisfaction. La loi positive consacre cette fonction essentielle de la commune « faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sécurité, de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ».

La loi des 16 et 24 août 1790 ajoute dans son article 3 : « Les objets de police confiés à la vigilance

des corps municipaux sont : 1^o tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoiemment, l'illumination... ».

Les autorités municipales ont donc le droit pour donner satisfaction à ces besoins de créer, sauf approbation supérieure, des grands services municipaux. Le meilleur moyen d'assurer la police est quelquefois de créer des services publics et nul ne contredira qu'un service d'éclairage contribue à la tranquillité des rues et à la sécurité des personnes.

Nous ne voulons pas dire que ces services municipaux constituent des monopoles de fait parce qu'ils sont des services publics.

Un service public n'entraîne pas nécessairement et par lui-même un monopole.

Il y a des services publics qui entraînent le monopole, mais cela a été dit formellement par une loi, c'est ce qui a lieu pour les postes et télégraphes, par exemple, mais ce que nous voulons dire, c'est que si un service public est exclusif par sa nature même de toute concurrence, c'est le cas, nous l'avons démontré pour la distribution de lumière par canalisation, le monopole de fait qui en résulte doit appartenir naturellement à la commune qui a pour mission d'assurer ce service.

Mais, nous objectera-t-on, le service public

d'éclairage ne concerne que l'éclairage public, et l'on ne voit pas pourquoi la ville s'établirait marchande de lumière en ce qui concerne l'éclairage des particuliers et aurait à cet égard un monopole. On peut répondre que le monopole de fait de l'éclairage au gaz est fondé sur l'impossibilité matérielle de multiplier le nombre des canalisations, cette considération s'applique à l'éclairage particulier aussi bien qu'à l'éclairage public puisque l'un et l'autre empruntent la voie publique par leur système de canalisation. Il y a là une situation de fait dont la commune profitera. On doit d'ailleurs faire intervenir ici des considérations d'utilité pratique ; l'éclairage public nécessite de grandes installations qu'il convient de faire servir en même temps à l'éclairage privé. Il sera plus économique d'établir sur la canalisation municipale des branchements qui porteront la lumière au consommateur que d'établir à grands frais, une canalisation parallèle qui viendrait encore entraver la circulation. Il y aura là une économie de capitaux dont tout le monde, la commune la première, profitera, elle pourra obtenir l'éclairage public à un prix de revient moindre et le faire subventionner en partie par l'éclairage privé.

Il en résulte une indivisibilité de fait (1) entre

1. Voir Hauriou, *Revue du droit public et de la science politique*, T. I, page 78.

l'éclairage public et l'éclairage privé que les arrêts eux-mêmes ont reconnue.

La distribution de lumière par canalisation sous la voie publique nécessite des travaux sur le domaine public communal. On peut sans difficulté leur reconnaître le caractère de travaux publics puisqu'ils sont exécutés dans un but d'intérêt général et en vue d'un service public. Il appartient donc à la commune propriétaire du domaine public communal d'exécuter ces travaux qui par voie d'accession deviendront sa propriété et dont elle pourra naturellement tirer profit. On a voulu contester à la commune ce droit de propriété sur le domaine public communal. Proudhon ne lui reconnaissait qu'un droit de garde et de surintendance. Mais aujourd'hui les auteurs sont à peu près d'accord pour reconnaître à la commune ce droit de propriété. De nombreux textes législatifs le consacrent. L'art 1^{er} de la loi du 20 août 1881 définit les chemins ruraux des chemins appartenant aux communes affectés à l'usage public qui n'ont pas été classés comme vicinaux.

L'article 3 ajoute « Tout chemin affecté à l'usage public est présumé jusqu'à preuve contraire *appartenir à la commune* sur le territoire de laquelle il est situé. »

D'ailleurs certains actes accomplis par la commune impliquent cette propriété. Ainsi, il est admis sans difficulté que la commune peut recueillir les pro-

duits naturels accrus sur les routes : arbres, herbes et cela par voie d'accession parce qu'elle est propriétaire de la voie publique.

En résumé, le monopole qui nous occupe appartient de droit à la commune parce qu'en premier lieu il naît de l'exécution d'un service public municipal et qu'il doit, dès lors, logiquement appartenir à la commune à qui incombe l'obligation d'assurer ce service ; parce qu'en second lieu ce service nécessite l'exécution de travaux publics, que ces travaux appartiennent par voie d'accession à la commune propriétaire du domaine public communal et qu'il est dès lors bien juste que ce soit la commune qui tire profit de ces travaux.

Droit pour la commune de concéder son monopole

La commune peut exercer elle-même son monopole, nous laisserons de côté pour le moment cette première hypothèse qui a fait l'objet d'une controverse que nous examinerons dans la suite en comparant les avantages et les inconvénients des divers systèmes, régie, fermage ou concession.

Elle peut aussi en concéder l'exercice à un tiers.

Cette concession d'un monopole de fait est aujourd'hui admise par une jurisprudence constante. Conseil d'Etat, 20 mai 1881, ville de Crest, Recueil

des arrêts du Conseil d'Etat; Cassation, 8 août 1883. S. 1884, 1, 267 ; Conseil d'Etat 12 juin 1891, ville de Maubeuge, S. 1893, 3, 64 ; Conseil d'Etat 26 décembre 1891, 1894, 3, 1, et note de M. Hauriou.

Ces arrêts constatent d'une façon uniforme que « si une commune ne peut constituer au profit d'un tiers le monopole de l'éclairage privé, il lui appartient pour assurer sur son territoire le service de l'éclairage tant public que privé, de s'interdire d'autoriser ou de favoriser sur le domaine municipal tout établissement pouvant faire concurrence à son concessionnaire.

Ainsi, lorsque par un traité passé entre une ville et une compagnie de gaz, la compagnie a été seule et exclusivement chargée du service de l'éclairage dans la ville, avec le droit également exclusif de se servir des dépendances de la voirie urbaine pour la fourniture de l'éclairage et cela sans distinction entre l'éclairage public et l'éclairage particulier, la ville ne peut à peine de dommages-intérêts envers la compagnie autoriser ultérieurement un tiers au préjudice de ladite compagnie à se servir des dépendances de voie urbaine, en vue de l'éclairage électrique ».

Les arrêts comme on le voit, ne semblent pas admettre la préexistence d'un monopole même de fait au profit de la commune, ils ne semblent même pas concevoir que ce monopole puisse exister au

profit de la commune elle-même. Le système des arrêts est le suivant : Les autorités municipales ont le droit d'accorder ou de refuser des autorisations de canalisations. De ce droit des autorités municipales, on en déduit un autre, le droit pour elles après avoir accordé la permission de canaliser à leur concessionnaire d'éclairage, de s'interdire d'autoriser ou de favoriser des canalisations concurrentes. Et l'on a été amené à reconnaître ce droit exorbitant aux autorités communales par la nécessité d'assurer au concessionnaire de l'éclairage un bénéfice certain qui le déterminera à exécuter les grands travaux de canalisation et autres que nécessite l'éclairage d'une ville.

Ce système aboutit à donner pour fondement au monopole l'intérêt purement privé du concessionnaire. Nous ne nions pas que ce monopole de fait permettra de trouver plus facilement le concessionnaire et sera un puissant stimulant pour le déterminer à mettre dans l'entreprise des capitaux sûrs désormais de trouver une rémunération avantageuse puisqu'ils ne seront pas soumis à l'aléa de la libre concurrence ; mais de là à faire de l'intérêt du concessionnaire la base du monopole, il y a loin. La cause du monopole de fait se trouve, nous l'avons vu, dans la nécessité où l'on est d'employer la voie publique sans porter entrave à la circulation, et cette cause exige que le service de la distribution de

lumière par canalisation soit assuré par la commune ou concédé à un tiers. L'intérêt du concessionnaire ne serait pas suffisant pour permettre à la commune de créer un monopole de fait ; la nécessité pratique seule a pu permettre de constituer un pareil monopole.

Apart les quelques considérations qui précèdent, et quoique partant d'un autre point de départ que nous, la jurisprudence a admis l'existence de ce monopole de fait.

Pour contester aux communes le droit de concéder ce monopole de fait en s'interdisant d'accorder de nouvelles autorisations à des compagnies concurrentes, on a invoqué le principe de l'inaliénabilité du domaine public communal. La commune en renonçant au droit d'accorder de nouvelles autorisations aliène son droit de propriété ou de gestion sur le domaine public communal. Les rues et places d'une ville faisant partie du domaine public et étant comme telles inaliénables ne peuvent pas faire l'objet de concessions irrévocables. Nous répondons à cette objection que les rues restent inaliénables et imprescriptibles pendant la durée de la concession comme auparavant. Le pouvoir de police appartenant à l'administration reste intact et si des circonstances imprévues, l'intérêt de la circulation l'exigent, la commune pourra retirer son autorisation et faire procéder à la destruction de tous les

travaux qui empiètent sur la voie publique. Nous dirons même plus : une compagnie concessionnaire n'aurait pas le droit de faire détruire *manu militari* les travaux d'une compagnie concurrente à laquelle la ville aurait accordé une nouvelle autorisation au mépris du traité qu'elle avait tout d'abord contracté avec elle. C'est tout ce qu'exige le principe de l'inaliénabilité et toutes les conséquences que l'on peut en tirer ; mais le principe de l'inaliénabilité ne s'oppose pas à ce que la violation de son premier contrat n'expose la ville à des dommages-intérêts envers la compagnie qu'elle a ainsi lésée (1). Il n'est plus question alors du principe de l'inaliénabilité, mais de la responsabilité de la commune qui en même temps que dépositaire d'une partie de l'autorité publique est aussi une personne morale capable de contracter des obligations.

La commune devant pourvoir à un service a le droit de traiter avec un tiers pour en assurer l'exécution. Ce droit des municipalités est d'ailleurs reconnu par la loi. L'art. 115 de la loi du 5 avril 1884 cite « les traités portant concession à titre exclusif ou pour une durée de plus de 30 années des grands services municipaux ; et comme cette loi n'est pas applicable à la ville de Paris, qui fait l'objet spécial de notre étude, nous invoquerons en

1. Voir note anonyme sous arrêt du conseil d'Etat du 26 décembre 1891, Dalloz, 93, 3, 25

outre l'art. 16 de la loi du 24 juillet 1867 sur les conseils municipaux, qui exige l'approbation par décret en Conseil d'Etat des traités portant concession à titre exclusif ou pour une durée de plus de 30 années les grands services municipaux.

Nature juridique de la concession

La concession sur le domaine public est la permission donnée à titre précaire à une individualité de retirer d'une dépendance du domaine public une certaine utilité. Il y a concession de travaux publics, lorsque le concessionnaire est autorisé à utiliser une dépendance du domaine public qu'il crée ou qu'il entretient lui-même, à l'occasion de laquelle il fait un travail public. La concession est liée au travail public en ce sens qu'elle en est la rémunération (1). Le concessionnaire utilise la dépendance du domaine public en ce sens qu'il prélève une certaine taxe sur le public à l'occasion de l'usage de la chose, et cela l'indemnise des dépenses faites pour la construction et l'entretien de la chose. Le concessionnaire de l'éclairage au gaz fait à ses frais tous les travaux de canalisations ; il fournit le gaz et en est rémunéré par le droit que lui cède la ville de percevoir sur les particuliers à l'occasion de l'éclai-

1. Hauriou, *Précis de droit administratif*, page 674.

rage privé des redevances qui dépassent le prix marchand. Quelle est la nature de cet acte de concession ?

L'acte de concession est en principe un acte gracieux et unilatéral de la personne administrative. C'est un acte de puissance publique qu'elle fait dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire et qui est essentiellement révocable. Lorsque l'autorité publique permet à un particulier un usage plus ou moins privatif du domaine public, elle lui accorde une faveur ; c'est un privilège qu'elle lui octroie. Elle peut donc opposer un refus pur et simple à une demande d'autorisation sans être obligée de le motiver sur des raisons d'intérêt public. Aucun recours contentieux ne saurait exister contre ce refus de l'administration.

L'administration peut également révoquer les autorisations concédées, lorsqu'elle estime que les usages tolérés ne sont plus compatibles avec la destination du domaine public. Nous ne voulons pas dire qu'elle peut exercer son droit de révocation *ad nutum*. Si sans un motif plausible le maire ou le préfet révoquait arbitrairement une autorisation, la partie lésée pourrait se plaindre par la voie administrative devant le ministre. Le Conseil d'Etat a même admis le recours pour excès de pouvoir contre des arrêtés révoquant les concessions dans un intérêt purement fiscal ou dans un intérêt autre

que celui de la conservation du domaine public. Cependant comme l'autorisation est un acte de puissance publique, elle ne peut engendrer un droit véritable et ne saurait donner ouverture à un recours par la voie contentieuse devant le Conseil d'Etat; la partie lésée ne pourrait pas demander à la commune des dommages-intérêts.

Mais, il peut se faire que l'acte de concession, au lieu de nous apparaître isolé, soit accompagné d'une convention par laquelle la commune s'interdit de révoquer la concession pendant un certain temps, ou s'oblige à ne pas accorder de nouvelles concessions qui auraient pour but de favoriser des entreprises concurrentes; c'est ce qui arrive le plus souvent dans les concessions d'éclairage au gaz consenties par la commune. Cette convention fait alors la loi des parties. Elle ne crée, il est vrai, que des droits purement personnels et n'empêche point que la possession du concessionnaire ne soit toujours précaire. Mais elle donne naissance, à l'encontre de la commune, à de véritables droits au profit du concessionnaire qui les ferait respecter devant la juridiction contentieuse si la commune s'avisait d'y porter atteinte.

Il importe de distinguer soigneusement l'acte de concession de la convention qui l'accompagne. Ces deux actes ont leurs caractères propres et diffèrent par leur nature. L'un, l'acte de concession, est un

acte unilatéral et gracieux fait par la commune en tant que puissance publique ; par cet acte, la commune donne au concessionnaire l'exercice de certains droits, de certains privilèges, mais elle ne s'oblige pas ; l'autre est au contraire de nature contractuelle. Il crée pour chaque partie des droits et des obligations ; par lui la commune peut s'engager à contribuer aux dépenses des travaux et de l'exploitation, consentir des subventions, promettre des garanties d'intérêt comme aussi stipuler des avantages comme la participation aux bénéfices. Ces deux actes ne peuvent donc pas se confondre pour former un seul et même acte qui serait à la fois un acte de puissance publique et un acte de nature contractuelle. Il y aurait là une contradiction qui n'est pas possible.

Certains auteurs ont cependant fait cette confusion. La forme dans laquelle sont faites ordinairement les concessions sur le domaine public communal, facilitent, il est vrai, cette confusion. L'acte de concession fait corps avec le traité qui règle les droits et les obligations de la ville et du concessionnaire.

Ces auteurs distinguent les concessions unilatérales qui sont de simples faveurs ; des actes d'autorité et les concessions contrats, qui sont, il est vrai, eux aussi, des actes de puissance publique, mais qui lient la personne administrative. Nous

venons de voir qu'il y avait là une unité apparente qui tenait à la forme de ces concessions, mais qu'il fallait soigneusement distinguer au fond l'acte de concession, acte de puissance publique, de la convention, acte de nature contractuelle, dont le caractère contractuel ne pouvait s'appliquer au premier, avec lequel il était incompatible.

Quelle est la nature de la convention qui intervient entre la ville et la Compagnie concessionnaire ? Si nous analysons cette convention, nous y découvrons des droits et des obligations réciproques qui lui donnent le caractère synallagmatique. Le concessionnaire s'engage à exécuter des travaux à la condition d'obtenir la fourniture exclusive de l'éclairage au gaz ; la commune s'engage à lui assurer cette fourniture exclusive à la condition que le concessionnaire exécutera des travaux dont elle deviendra propriétaire à la fin de la concession. Nous nous trouvons donc en présence d'un contrat synallagmatique à titre onéreux. Ce n'est pas une vente car la vente suppose une chose et un prix distincts l'un de l'autre et le prix dans le contrat qui nous occupe n'apparaît nullement.

Certains auteurs y voient un échange, grâce à l'affinité que ce contrat offre avec la vente ils lui déclarent applicables les règles de la vente (art. 1707 Code civil). Ils en concluent notamment que l'on doit appliquer aux concessions d'éclairage l'arti-

de 1625 du Code civil qui oblige la commune à procurer au concessionnaire la possession paisible de sa concession et lui enlève par suite le droit d'autoriser l'établissement d'une entreprise rivale sur le domaine communal. C'est d'ailleurs en s'inspirant de ces principes que le conseil d'Etat a résolu les difficultés qui lui ont été soumises en matière de concurrence électrique : Conseil d'Etat, 23 décembre 1898, compagnie « la Normandie » contre ville Pont-Audemer.

Il résulte de l'arrêt précité que la concurrence par l'électricité n'est pas possible, alors même que l'objet de la concession est limité au gaz d'éclairage, si cette concurrence doit compromettre la rémunération sur laquelle le concessionnaire de cet éclairage est en droit de compter. Voir aussi arrêt 21 janvier 1898, compagnie du gaz contre ville d'Avignon.

Nous ne croyons pas qu'il faille voir dans cette convention un échange (1). L'article 1702 du Code civil définit l'échange, un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre. Sans doute l'échange n'est plus dans notre droit un contrat réel, se formant par la translation de la propriété de l'une des deux choses promise, mais il suppose la translation de propriété actuelle

1. *Contrà* : Voir article de M. Cruveilhier, dans *Revue générale d'administration*, année 1898, page 142.

ou future des deux choses promises. Ce caractère n'apparaît nullement dans la convention qui nous occupe, sans doute il y a dans cette convention des obligations réciproques, mais si l'on partait de ce point de départ il faudrait considérer comme un échange toute convention synallagmatique.

Si nous recherchons la nature de la convention intervenue entre la ville et le concessionnaire, nous y découvrons un louage d'industrie dans lequel l'entrepreneur fournit la matière: De plus le travail à exécuter est un travail public. Or, un louage d'industrie dans lequel l'entrepreneur fournit la matière et qui a pour objet un travail public est ce qu'on appelle en droit administratif un marché de travaux publics.

Ce qui caractérise le marché de travaux publics c'est qu'il s'analyse en un louage d'ouvrage en une promesse d'exécuter un travail. C'est aussi qu'il est relatif à un immeuble qu'il s'agit de créer ou d'entretenir.

Tous ces éléments se retrouvent dans la convention qui nous occupe.

Les travaux de canalisation entrepris dans le sous-sol de la voie publique ont bien le caractère de travaux publics.

Le contrat intervenu entre la ville et le concessionnaire, constitue bien un louage de service.

L'objet du travail est bien un immeuble qu'il s'agit de créer ou d'entretenir.

Et d'abord les travaux de canalisation sont bien des travaux publics.

L'expression de travaux publics primitivement réservée aux travaux entrepris avec les deniers de l'Etat et sous son contrôle direct a été peu à peu étendue, en dehors de tout texte législatif exprès par la jurisprudence du conseil d'Etat et à la suite par celle de la Cour de cassation. Aujourd'hui on n'a plus en vue l'origine des deniers mais bien le but du travail à exécuter. On entend par travail public tout travail ayant un but d'intérêt général, exécuté en vue d'un service public par l'Etat, le département, la commune, un établissement public ou pour leur compte.

Les travaux de canalisation ayant pour but d'assurer l'éclairage des rues et des édifices publics sont bien exécutés en vue d'un service public et présentent ainsi le caractère de travaux publics.

Nous sommes bien en présence d'un immeuble qu'il s'agit de créer et d'entretenir; les canalisations font en effet partie du sol et y adhèrent d'une façon si intime qu'elles ne peuvent être transportées d'un lieu à un autre (1).

Le contrat intervenu entre la ville et le conces-

1. Cass., 9 mai 1887. *Gaz. Pal.*, 87.1.803.

sionnaire est bien un contrat de louage d'ouvrage. L'article 1710 définit le contrat de louage d'ouvrage, un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

Le prix ne consistera pas il est vrai ici en une somme d'argent. Le concessionnaire trouvera indirectement sa rémunération dans l'obligation que la commune contracte de ne pas se fournir ailleurs que chez son concessionnaire du gaz dont elle a besoin pour son éclairage et dans l'engagement qu'elle prend de ne favoriser aucune entreprise concurrente. Mais à l'encontre de ce qui se passe dans la vente, nous ne croyons pas que dans le contrat de louage, la rémunération du travail doive forcément consister en une somme d'argent ; rien n'empêche que cette rémunération ait lieu en nature ou consiste dans une obligation contractée en faveur de l'entrepreneur qui se charge de l'exécution des travaux.

La plupart des auteurs se basant sur l'absence d'un prix consistant en une somme d'argent en ont conclu qu'il ne pouvait pas y avoir dans la convention qui nous occupe un marché de travaux publics et y ont vu un contrat *sui generis* distinct du marché de travaux publics. Nous sommes, disent-ils, en présence d'un contrat de concession. La concession est l'exécution du travail par une personne substi-

tuée aux droits de l'administration qui au lieu de payer directement le concessionnaire, le substitue aux droits qu'elle aurait elle-même de percevoir un péage ou une redevance de ceux qui profiteront du travail.

Nous préférons ne pas employer le terme de concession qui prêterait à la confusion que nous avons voulu éviter. Nous avons, en effet, distingué soigneusement l'acte de concession acte de puissance publique de la convention qui nous occupe et qui constitue un acte essentiellement contractuel.

Admettons que le prix devant consister en une somme d'argent fasse ici défaut et que nous ne soyons pas en présence d'un contrat de louage de travail tel que le définit l'article 1710 du Code civil. Nous ne sommes pas non plus en présence d'un contrat de concession envisagé dans les termes rigoureux de sa définition. Le contrat de concession donnerait seulement au concessionnaire le droit de percevoir une redevance à l'occasion de la fourniture du gaz et non le droit exclusif de fournir le gaz et même toute substance éclairante à la commune, droit qui résulte de la plupart des traités passés entre les villes et les compagnies de gaz.

En réalité, nous sommes en présence d'une convention complexe renfermant en elle plusieurs contrats ; nous y trouvons juxtaposés l'un à côté de

l'autre un marché de travaux publics et un contrat de fourniture, ou mieux une combinaison de ces deux contrats. La convention intervenue a de l'analogie avec le marché de travaux publics et se rapproche en même temps du marché de fourniture sans cependant pouvoir être assimilée d'une façon absolue à ces deux contrats.

Il résulte de ce double caractère qu'il faudra appliquer les règles des marchés de travaux publics ou au contraire les règles du marché de fourniture suivant que les clauses qu'il s'agira d'interpréter seront relatives à l'exécution des travaux ou au contraire concerneront la fourniture de la substance éclairante.

Cependant, en ce qui concerne la compétence la jurisprudence fait prédominer le caractère de marché de travaux publics et attribue aux tribunaux administratifs le règlement des contestations qui peuvent s'élever dans l'interprétation des clauses de cette convention. En vertu de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII ce sont les conseils de Préfecture qui sont ici compétents. Voir arrêt du 20 décembre 1897, Troyvon contre ville de Guingamp.

Le traité litigieux qui comprend à la fois un marché de fournitures et un marché de travaux publics doit être soumis aux tribunaux ordinaires ou aux conseils de préfecture suivant que l'objet principal est la fourniture ou le travail public.

Le tribunal des conflits et le conseil d'Etat sont d'accord sur ce point avec la cour de cassation. Conflits, 7 mai 1881, S. 82.3.84. Conseil d'Etat, 26 décembre 1867.

La jurisprudence décide ici que le caractère dominant de la concession d'éclairage est d'être un marché de travaux publics. Conseil d'Etat, 19 février 1868, S. 68.2.359. Conflits, 16 décembre 1876, ville de Lyon, S. 79.2.27. Conseil d'Etat, 26 décembre 1891, 1894 3.1.

*Autorité compétente pour consentir une concession
d'éclairage.*

Il résulte des explications qui précèdent que l'acte de concession renferme une convention susceptible d'engager les finances de la commune; la plupart des traités stipulent aussi certains avantages pécuniaires en faveur de la ville; le concessionnaire paye des redevances pour les canalisations; la ville participe parfois dans une certaine mesure aux bénéfices de l'exploitation; c'est ce qui a lieu nous le verrons pour la ville de Paris.

L'intervention du Conseil municipal est donc nécessaire en vertu de l'art. 19 de la loi du 18 juillet 1837 qui décide que le Conseil municipal délibère sur toutes les recettes et dépenses intéressant la commune ».

La ville ne peut être obligée que par une délibération du Conseil municipal.

Sans doute, le maire, à Paris le préfet de la Seine, pourrait accorder une permission de voirie, autoriser une compagnie à établir des canalisations sous le sol de la voie publique. Mais une telle autorisation n'engagerait pas la commune et serait essentiellement révocable sans indemnité pour le concessionnaire qui aurait exécuté les travaux. Voir décret du 2 mai 1861, gaz de Londres contre ville de Marseille ; décret du 14 janvier 1865 ville de Marseille.

De tels arrêtés seraient même annulables s'il en résultait des monopoles de fait en faveur de certaines entreprises. Conseil d'Etat, 25 février 1864, Lesbats, S. 1864.2.307 (1).

Effets de la concession d'éclairage. — Nature du droit du concessionnaire.

La convention intervenue entre la commune et le concessionnaire ne crée entre les parties contractantes que des rapports purement personnels.

Les obligations du concessionnaire sont relatives

1. Voir note de M. Hauriou sous arrêt du Conseil d'Etat du 26 décembre 1891 ; Sirey, 1894.3.1.

à l'exécution des travaux et à l'entretien des ouvrages.

La convention fait aussi naître des droits à son profit : droits contre la commune concédante, droit de réclamer une indemnité et des dommages-intérêts au cas où la commune viendrait à manquer à l'engagement qu'elle a pris de ne pas révoquer la concession pendant un certain temps, droits vis-à-vis des tiers envers lesquels elle exerce au lieu et place de la personne administrative concédante un certain nombre de droits de puissance publique ; droit d'exproprier pour construire l'ouvrage, droit de percevoir une redevance suivant un tarif approuvé, sur les personnes qui ont à se servir de ces travaux.

Mais si la convention fait naître des droits personnels au profit du concessionnaire, elle ne change en rien au regard de la chose concédée la nature de son droit qui reste essentiellement précaire.

Le concessionnaire en effet est un simple possesseur. Il n'a aucun droit réel sur la chose, son droit est purement mobilier et non susceptible d'hypothèque. Son droit ressemble à cet égard à celui du locataire. Mais il en diffère par des points importants ; tandis que le droit de jouissance du locataire est assuré pour un temps déterminé et qu'il ne peut être résilié qu'exceptionnellement par

le bailleur, au contraire celui du concessionnaire est essentiellement précaire. Par contre, le concessionnaire étant un possesseur et non un simple détenteur peut à la différence du locataire intenter les actions possessoires contre les tiers qui voudraient le troubler dans sa possession et qui ne se prévendraient pas eux mêmes d'une concession. V. cass. 20 novembre 1877 S. 78.1.64.

Mais c'est là le seule avantage que lui procure cette possession. Elle ne peut le conduire à la prescription, le domaine public étant imprescriptible (art. 2226 C. civ.). D'ailleurs le concessionnaire n'a qu'une possession précaire et pour prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique non équivoque et à titre de propriétaire (art. 2229 C. civ.).

D'après l'art. 23 C. Pr. civile, pour intenter une action possessoire, il faut entre autres conditions « être en possession paisible et à titre non précaire ». Mais cette précarité ne s'interprète que vis-à-vis de l'adversaire.

L'occupant ne saurait donc intenter une action possessoire contre l'administration concédante. A son égard sa possession est vicieuse. Il serait repoussé par l'exception de domanialité. Mais au regard des tiers le concessionnaire est un juste possesseur et les tiers ne sauraient être admis pour justifier les troubles et usurpations qu'ils auraient

commis à invoquer la domanialité des biens qui font l'objet de la concession.

Règles concernant l'interprétation des traités de concession.

En ce qui concerne les clauses formelles ne présentant aucune ambiguïté, aucune difficulté ne saurait s'élever. « Les conventions légalement formées, dispose l'art. 1134, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Mais il peut se faire que les termes de la convention présentent quelque ambiguïté et soulèvent des difficultés d'interprétation. Faut-il voir dans les contrats de concessions des contrats de bonne foi leur appliquer dans le silence du contrat les règles de droit commun régissant les contrats de même nature; faut-il notamment leur appliquer la règle de l'art. 1156 qui dispose que l'on doit rechercher dans les conventions quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

Doit-on au contraire, admettre l'interprétation restrictive et s'en tenir étroitement à l'interprétation littérale du traité ?

La jurisprudence semble admettre la première solution. Elle applique à la concession d'éclairage les règles de la vente avec laquelle elle semble pré-

senter quelque affinité, et notamment l'art. 1625 du Code civil qui oblige la commune à procurer au concessionnaire la possession paisible de sa concession et lui enlève par suite le droit d'autoriser l'établissement d'une entreprise rivale sur le domaine communal. La commune doit garantie à son concessionnaire et elle manquerait à cette obligation en favorisant une concurrence directe ou indirecte. (Voir arrêté Conseil de Préfecture de l'Allier du 2 août 1890, Conseil de Préfecture des Ardennes du 22 juillet 1891, compagnie du gaz contre ville de Sedan) Conseil de préfecture de Calvados 5 juillet 1892.

C'est en s'inspirant de ces principes que le Conseil d'Etat a résolu les difficultés qui lui ont été soumises en nature de concurrence électrique. Si le droit de fournir l'éclairage constitue par les bénéfices qu'il permet de réaliser la rémunération des travaux exécutés par le concessionnaire, disent les arrêts, on ne peut pas admettre que cette fourniture soit réduite à néant au moyen d'entreprises concurrentes, alors même que le traité ne stipulerait que pour l'éclairage au gaz. (Conseil d'Etat 26 décembre 1891, 1894. S. 3. 4. C. d'Etat 23 décembre 1898, compagnie la Normandie contre ville Pont-Audemer).

Nous croyons que les arrêts exagèrent le caractère contractuel des traités intervenus entre les villes et les compagnies de gaz. Il ne faut pas perdre de

vue qu'à côté de l'élément contractuel ces traités renferment une concession, acte de puissance publique. Or il est de principe que la puissance publique doit se lier le moins possible dans les opérations qu'elle fait. Tout le monde est d'accord sur ce point en ce qui concerne l'Etat. Dans les concessions de chemins de fer par exemple, non seulement l'Etat peut racheter la concession après 15 ans ; mais encore l'art. 60 du cahier des charges de 1867 lui réserve le droit de créer des voies publiques concurrentes. Il n'est même pas besoin à cet égard d'une réserve expresse. De nombreux arrêts du Conseil d'Etat en matière de concession de pont à péage, ont décidé que lorsque le cahier des charges annexés à l'acte de concession ne contenait aucune réserve ayant pour but d'interdire à l'administration la faculté d'autoriser la construction d'un autre pont dans le voisinage, l'établissement de ce pont ne pouvait donner lieu à aucune indemnité au profit du concessionnaire. (C. d'Etat 8 août 1840. Sirey, 1841, 2, 110).

D'un autre côté il résulte des traités de concession d'éclairage au gaz, un monopole de fait contraire à la liberté naturelle de la rue et aussi dans une certaine mesure à la liberté du commerce et de l'industrie. Or il est de principe dans notre législation de restreindre les monopoles le plus possible et d'interpréter restrictivement les actes qui les établis-

sent. On doit en conclure que les traités de concession d'éclairage doivent s'interpréter strictement et quand il s'élèvera un doute sur le sens d'une clause on devra l'interpréter dans le sens le plus favorable à la liberté d'action de la commune (1). Nous constatons néanmoins à nouveau que la jurisprudence du Conseil d'Etat est contraire à notre manière de voir.

Après avoir étudié en quoi consistait le monopole de fait de l'éclairage au gaz et recherché la nature du lien qui liait la commune au concessionnaire, nous entrerons dans l'analyse du contrat des 7 février et 5 mars 1870 qui règle actuellement les rapports de la ville de Paris et de la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage au gaz et qui sera désormais l'objet spécial de cette étude.

CHAPITRE III. — Analyse du traité du 7 février 1870.

Nous avons vu qu'un traité de concession de l'éclairage au gaz pouvait se décomposer en deux conventions distinctes : un marché de travaux publics et un marché de fourniture. Nous verrons que ces deux conventions se retrouvent dans le traité de 1870 et nous les examinerons successivement l'une après l'autre.

1. Voir note de M. Haurion sous arrêt du Conseil d'Etat du 26 décembre 1891. S. 94. 3. 1.

*Examen du traité de 1870 en tant que contenant un
marché de travaux publics.*

Appliquant ici les règles des marchés de travaux publics, nous dirons que le concessionnaire est tenu d'exécuter les travaux conformément au traité et ne peut y apporter aucune modification sans l'autorisation préalable de l'administration. Les obligations du concessionnaire à cet égard résultent des art. 9 et 12 du traité de 1870.

D'après l'art. 9, la compagnie devra toujours conserver dans Paris les usines ayant une production suffisante pour alimenter l'éclairage public de la ville et le tiers de l'éclairage privé.

Cependant par mesure d'hygiène et de salubrité publique, la compagnie ne pourra établir d'usine à gaz dans l'intérieur des anciennes limites de Paris. Elle ne pourra conserver et établir les usines nécessaires à son exploitation que dans la zone annexe ou à l'extérieur des fortifications.

Le traité de 1855 avait déjà exclu les usines de l'intérieur de Paris; c'est en exécution de ce traité que les usines qui s'élevaient dans Paris avenue Trudaine, rue du faubourg Poissonnière et rue de la Tour du Temple, furent démolies.

L'une des principales causes qui donna naissance au traité de 1870 fut le désir d'attribuer à la zone

annexée le bénéfice immédiat d'une canalisation plus étendue.

En ce qui concerne l'établissement des conduites sous le sous sol de la voie publique, la compagnie est également tenue de se conformer aux dispositions du traité.

Elle recevra de l'administration au commencement de chaque année un état indicatif des canalisations à faire au cours de cette année (art. 12).

Elle ne pourra être requise de commencer les travaux que deux mois après la remise de cet état.

Elle ne pourra être contrainte à exécuter plus de 500 mètres de canalisation par jour.

La compagnie sera tenue de poser deux conduites sous les trottoirs, dans toutes les voies à canaliser, ayant 14 mètres de largeur et au-dessus et dans celles qui recevront une chaussée en asphalte comprimé quelle que soit leur largeur.

Afin de garantir des effets du gaz, les arbres des promenades publiques, la compagnie exécutera le drainage des conduites à établir sous les voies plantées et entourera les branchements de drains en terre cuite.

L'établissement des conduites nécessite des fouilles et la destruction du trottoir sur de longues étendues. L'art. 12 fixe le prix de réfection des chaussées et trottoirs à payer à la ville à 3 francs par mètre carré.

L'administration se réserve le droit de prescrire, soit dans la direction des conduites, soit dans la dimension des tuyaux, toutes les modifications successives que lui paraîtra exiger la bonne exécution du service.

Il est à remarquer que l'art. 12 du traité de 1870 à la différence de l'art. 12 du traité de 1861 ne permet plus à la ville de fixer la nature des tuyaux de canalisation.

Il a d'ailleurs été jugé que l'entrepreneur pouvait employer des tuyaux d'une autre espèce que ceux prévus par le traité, pourvu qu'ils présentent la même solidité, la commune en ce cas ne subit aucun préjudice. Conseil Préfecture de la Nièvre, 19 février 1894. Société du gaz de Cosne c. la ville de Cosne (Garnier, II, p. 212).

La ville se réserve le droit de faire déplacer et même enlever aux frais des concessionnaires et sans aucune indemnité, les tuyaux de conduite, toutes les fois qu'elle jugera que l'intérêt public l'exige.

Non seulement la compagnie doit exécuter les travaux conformément aux clauses et conditions du traité, elle doit aussi les exécuter dans les délais fixés.

Les délais dans lesquels doivent être exécutées les canalisations sont indiqués par l'art. 12 du traité.

« La compagnie pourra être requise de commen-

cer les canalisations 2 mois après la remise de l'état dressé par l'administration.

Il pourra être exigé 500 mètres de canalisations par jour ».

Une première sanction des obligations du concessionnaire consiste dans l'application d'une clause pénale stipulée dans l'art. 37 du traité : une amende est prononcée sous forme de retenue contre le concessionnaire qui manque à ses obligations.

Lorsque la société, dit l'art. 37 du traité, sèra en demeure d'exécuter tout ou partie des dispositions contenues dans l'art. 12, elle supportera une retenue de 50 francs par jour et par 100 mètres courants de conduite ou d'embranchements non placés aux époques portées audit article ou non établies conformément à ces dispositions.

Pour que la pénalité puisse être imposée, il faut que le retard soit imputable à la faute de la compagnie.

Le Conseil d'Etat a notamment décidé qu'on ne peut infliger à l'entrepreneur aucune peine lorsque le non accomplissement des travaux dans les délais fixés a pour cause le fait de l'administration qui a prescrit en cours d'exécution des travaux supplémentaires considérables. C. d'Etat 20 avril 1883.

Il résulte de l'art. 37 que l'amende n'est applicable qu'après une mise en demeure adressée sans succès à la compagnie. Le traité est d'ailleurs sur

ce point conforme au droit commun contenu dans les art. 1139, 1146 et 1230 du Code civil.

Une seconde sanction plus rigoureuse est écrite dans l'art. 50 du traité qui stipule que la concession peut être retirée à la compagnie si elle ne se conforme pas à son obligation d'exécuter les travaux et ne les exécute pas dans les délais fixés.

Il n'appartiendrait pas au Conseil municipal de prononcer lui-même la déchéance. Un pareil vote exposerait la commune à une indemnité envers le concessionnaire à raison du préjudice causé par une déchéance irrégulièrement prononcée. Conseil d'Etat 18 mai 1888. D. 89. 3, 80.

C'est à la juridiction administrative qu'il faut en appeler pour prononcer la déchéance édictée par le traité. Cependant il n'appartient pas à cette juridiction, d'apprécier la gravité de l'infraction commise ; liée par le traité, elle doit déclarer la déchéance encourue, sans avoir à examiner si le préjudice causé à l'entrepreneur est hors de proportion avec la gravité de sa faute. Le seul droit qui lui appartient est de vérifier si la clause invoquée par l'administration est applicable dans les circonstances particulières de l'espèce (1).

La compagnie après avoir exécuté les ouvrages est tenu de les entretenir et de les remettre en bon état à la fin de la concession.

1. D. P. 93. 3. 93.

C'est ce qui résulte de l'art. 30 du traité de 1870 :
« La compagnie entretiendra en bon état tout le matériel qui sera établi par elle.

Elle fera réparer immédiatement les fuites qui se manifesteront dans les tuyaux, robinets et autres accessoires.

Elle fera remplacer immédiatement les verres brisés et tous les objets hors de service.

A défaut par la compagnie de satisfaire ces obligations, elle supporterait une retenue de 1 franc par jour pour chaque appareil ayant des verres cassés ou dans les tuyaux duquel se seraient manifestées des fuites qui n'auraient pas été réparées après avertissement donné à la Société (art. 37).

C'est toujours le même système de sanction consistant dans la stipulation de dommages-intérêts supportés par la société sous forme de retenues.

Nous croyons qu'à côté de ce moyen indirect de coercition, l'administration pourrait directement contraindre la compagnie à entretenir les ouvrages en bon état en prélevant sur les produits de l'exploitation la somme nécessaire pour l'appliquer aux dépenses nécessitées par cet entretien.

D'ailleurs, en dehors de ces sanctions, la compagnie serait pécuniairement responsable de tous les accidents causés par les défauts ou le mauvais état des travaux dont l'exécution, l'installation et l'entretien lui sont confiés.

Il a été jugé que c'est à la compagnie que doivent être imputées les conséquences de la rupture ou des fuites d'un appareil défectueux, si elle a livré le gaz à l'abonné sans s'être assurée, comme le lui prescrivent les règlements, qu'il était pourvu de l'autorisation administrative, alors même que l'appareil ne proviendrait pas d'elle. Paris, 24 avril 1844. P. 44. 4. I. 649.

Elle est responsable des asphyxies ou explosions occasionnées par la négligence de ses agents, qui, prévenus d'une fuite de gaz ne se sont pas rendus immédiatement sur les lieux pour l'obstruer. C. d'Etat 31 mai 1895, ville de Paris. D. 96. 3. 67.

Le Directeur et les agents de la compagnie à qui l'accident est imputable, encourent d'ailleurs outre la responsabilité pécuniaire, une responsabilité pénale et ils peuvent être poursuivis devant le Tribunal correctionnel pour homicide ou blessure par imprudence. Tribunal correct. Seine 8 avril 1884.

*Examen du traité de 1870 en tant que contenant un
marché de fournitures.*

A côté du marché de travaux publics, nous avons vu que le traité de concession contenait un marché de fournitures. Nous avons maintenant à examiner quelles sont les clauses et conditions de ce marché dans le traité de 1870.

L'éclairage, stipule l'art. 11 du traité, sera fait par le gaz extrait de la houille.

Il ne pourra être employé d'autre gaz sans le consentement formel et par écrit du Préfet de la Seine, après délibération du Conseil municipal.

Le gaz sera parfaitement épuré et son pouvoir éclairant devra être tel que sous la pression de 2 à 3 mm. d'eau, l'éclat d'une lampe carcel brûlant 42 grammes d'huile de colza épurée à l'heure, puisse être obtenue avec une consommation de 105 litres de gaz à l'heure, en moyenne.

Il sera procédé chaque jour à la vérification du pouvoir éclairant et de la bonne épuration du gaz, suivant le mode déterminé par l'art. 11 du traité.

Si le pouvoir éclairant n'est pas suffisant, la compagnie à la fin du trimestre paiera à la ville la valeur de la lumière manquante, en prenant pour base le prix de l'éclairage public sous la déduction du droit d'octroi et la moyenne de consommation de l'éclairage de la voie publique.

Au cas où la lumière en déficit ne dépasse pas 100/0, l'abonné n'aura droit à aucune réduction sur le prix du gaz qui lui aura été fourni.

Si ce chiffre est dépassé, l'abonné aura droit au remboursement du prix de la consommation excédant la tolérance de 10 %. De plus, la compagnie sera tenue de payer cinq fois la valeur de la lumière manquante au prix de l'éclairage public sous la

déduction du droit d'octroi (art. 11) elle supportera une retenue de 25 fr. pour chaque jour et chaque usine où le gaz ne serait pas parfaitement épuré (art. 37).

Le traité de 1870 art. 53 met fin à cet égard à un procès qui s'était élevé entre la ville de Paris et la compagnie du gaz. Antérieurement à l'année 1861, des retenues importantes s'élevant à près de 435.000 francs avaient été faites pour insuffisance du pouvoir éclairant. Les prétentions de la ville avaient été admises par le Conseil de préfecture de la Seine et l'affaire était pendante devant le Conseil d'Etat lorsqu'intervint le traité de 1870 qui y mit un terme.

L'administration municipale de Paris attache un grand prix à cette vérification du pouvoir éclairant du gaz en exigeant que le gaz soit bien épuré. Non seulement le gaz épuré éclaire mieux en donnant une flamme plus blanche, mais encore il n'entraîne pas avec lui les résidus de la houille provenant d'une épuration imparfaite. Ces résidus viennent encrasser les tuyaux et arrivent peu à peu à empêcher le passage du gaz. La ville qui doit devenir propriétaire de la canalisation à fin de concession a intérêt à ce que les tuyaux soient constamment tenus en bon état et ne reçoivent aucune détérioration.

Pour assurer le bon fonctionnement du service et mettre l'éclairage de la ville à l'abri d'événements imprévus, le traité de 1870 exige que la compagnie

ait constamment en magasin ou en cours de transport un approvisionnement d'un mois en matières premières destinées à la fabrication du gaz.

Cet approvisionnement pourra être réduit à 15 jours avec l'autorisation du Préfet de la Seine.

Le traité de 1870 établit une distinction entre l'éclairage public et l'éclairage privé pour les régler successivement l'un après l'autre.

Eclairage public.

L'éclairage public comprend les voies publiques, les édifices municipaux, les établissements départementaux et militaires désignés comme tels à la compagnie par le Préfet.

Le prix du gaz destiné à l'éclairage public est fixé à 0 fr. 45 le mètre cube.

Une indemnité à forfait de 4 à 6 centimes 1/2 par jour est en outre payée à la compagnie pour l'allumage et l'entretien de chaque reverbère.

Le personnel employé à ce travail est placé sous la surveillance du Préfet de la Seine qui peut ordonner les révocations qu'il juge nécessaires.

Le prix stipulé pour l'éclairage public étant exceptionnel et accordé dans l'intérêt de la ville, la compagnie ne peut pas être contrainte à continuer cet avantage à des tiers que la ville se substituerait,

à un locataire d'un édifice municipal, par exemple ; c'est ce que confirme d'ailleurs l'art. 15 du traité.

Cependant, le prix de faveur accordé à la ville serait maintenu, si la ville avait intérêt au bon marché de l'éclairage, par exemple, lorsqu'au cas de location d'un édifice public, la ville en paie l'éclairage ; c'est ce qui arriverait au cas de location d'un théâtre municipal, alors même que ce théâtre serait exploité par un directeur. C. d'Etat 4 janvier 1878. D. 79. 5. 422.

L'art. 13 du traité va même plus loin que la jurisprudence, en disposant que la compagnie ne pourra refuser d'éclairer aux prix et conditions de l'éclairage public, les divers établissements municipaux et départementaux énumérés dans cet article, alors même que les frais de cet éclairage sont supportés en tout ou en partie par des particuliers ; seulement l'éclairage sera réglé et payé à la compagnie par la ville, sauf à l'administration municipale à en recouvrir le montant sur qui de droit.

Il pourrait se faire que la compagnie, pour augmenter le nombre des consommateurs se décide à une réduction du prix du gaz en faveur des particuliers. La ville ne serait pas fondée à se prévaloir de ce que le prix de l'éclairage privé a été abaissé pour demander une réduction à son profit. Cons. d'Etat 18 mars 1892.

L'éclairage public est divisé en éclairage permanent et en éclairage variable.

L'éclairage permanent fonctionne du soir au matin sans interruption. Les heures d'allumage et d'extinction sont déterminées par un tableau dressé au commencement de chaque année par le Préfet de la Seine.

L'éclairage variable comprend des becs qui, par mesure d'économie, ne sont allumés que jusqu'à minuit.

L'allumage doit être fait en 40 minutes au plus, c'est-à-dire commencer 20 minutes avant l'heure du tableau et être achevé 20 minutes après. L'extinction doit être faite en 20 minutes au plus.

Les itinéraires des allumeurs sont soumis chaque trimestre à l'administration.

Lorsqu'il surviendra des brouillards ou des événements imprévus, la durée de l'éclairage pourra recevoir telle extension que les circonstances rendront nécessaire. La société doit exécuter d'urgence tous les ordres qui lui sont donnés à cet égard par le Préfet de la Seine et elle ne pourra exiger que le prix du gaz consommé par suite de la prolongation de l'éclairage ou de l'augmentation du nombre de becs (art. 20).

Suivant la jurisprudence, une telle clause doit être interprétée en ce sens qu'elle n'a eu pour objet que de régler la durée et le prix de l'éclairage extraordinaire, mais non d'imposer à la compagnie l'obligation de fournir un volume de gaz exceptionnel

en vue des illuminations par exemple. En conséquence, s'il était nécessaire de refaire une partie de la canalisation pour augmenter la puissance de l'éclairage les jours d'illuminations, c'est à la ville qu'incomberait la dépense. C. d'Etat 4 juillet 1890. D. 92. 55. 346.

Quant au matériel nécessaire à l'éclairage, la société fournit et établit tous les tuyaux d'embranchements, les tubes intérieurs, robinets, brûleurs et tous les accessoires qui constituent l'ensemble d'un appareil à gaz.

Les lanternes, les candélabres et les consoles qui doivent les supporter sont fournis par l'administration à la société qui les met en place et les fait peindre.

Tous ces travaux et fournitures se font à prix de règlement sur les bases d'un bordereau de prix arrêté chaque année par le Préfet de la Seine et accepté par la compagnie.

C'est à la compagnie qu'incombe la charge de l'entretien de ce matériel moyennant le payement par la ville d'une indemnité de 4 centimes par jour et par appareil du modèle ordinaire.

Sanction de l'obligation d'entretien.

La société supportera une retenue de 1 franc par jour pour chaque appareil ayant des verres cassés,

ou dans les tuyaux duquel se seraient manifestées des fuites qui n'auraient pas été réparées après avertissement donné à la société (art. 37).

La retenue sera également de 1 franc pour chaque lanterne qui ne serait pas nettoyée aux heures fixées par l'art. 30 du Traité et pour chaque candélabre ou console dont la peinture ne serait pas renouvelée, ainsi que le prescrit l'art. 32.

Les retenues sont prononcées par le Préfet de la Seine d'après les procès verbaux des employés de l'administration.

Indépendamment des retenues fixées par l'art. 37, l'administration pourrait conformément au droit commun, pourvoir d'office, et aux frais de la compagnie, aux dépenses d'entretien que cette dernière négligerait ou refuserait de faire.

Pouvoir éclairant du gaz.

Indépendamment des dispositions de l'art. 11 du traité, qui sont communes à l'éclairage public et particulier, l'art. 16 stipule que pour l'éclairage public, les dimensions en largeur et en hauteur des flammes seront déterminées par le Préfet de la Seine, conformément aux expériences contradictoires entre les Ingénieurs de la ville de Paris et ceux de la compagnie.

Pour chaque bec, dont la flamme n'aurait pas la dimension prescrite, il sera fait une retenue de 0 fr. 40.

L'amende stipulée pour le cas où la compagnie ne fournirait pas la quantité de lumière convenue, soit lorsque les flammes n'auraient pas la dimension prescrite, soit au cas d'allumage tardif ou d'extinction prématurée des becs, n'est pas due au cas de suspension de service par suite d'accident, il y a alors un cas fortuit dont la compagnie ne peut pas être rendue responsable. Conseil d'Etat 4 juillet 1890 D. 92. 5. 346.

Eclairage privé.

La compagnie est tenue de fournir le gaz, dans les endroits où il existe des conduites, à tout consommateur qui contractera un abonnement de 3 mois au moins et qui se sera d'ailleurs conformé aux dispositions des règlements concernant la pose des appareils (art. 41 du Traité).

Le marché de fourniture passé entre la compagnie et les particuliers, ou contrat d'abonnement ainsi qu'on le désigne dans la pratique, ne pouvait pas rester soumis au principe de la liberté des conventions qui domine notre droit privé. La ville en accordant à la compagnie l'autorisation d'établir à titre exclusif des canalisations sous la voie publique crée

ainsi en sa faveur une situation privilégiée. Il est donc nécessaire que par le contrat même de concession elle garantisse le public contre les exigences possibles de la compagnie concessionnaire et prenne des précautions nécessaires pour que les avantages de l'exploitation soient assurés à tous ceux qui veulent en profiter. Le jeu de la libre concurrence ne suffirait pas pour protéger le consommateur car cette concurrence est ici nécessairement limitée.

La liberté de la compagnie doit donc être restreinte à un double point de vue. Il importe d'une part de lui imposer un maximum du prix du gaz ; d'autre part, de soumettre au contrôle de l'administration les clauses et les conditions de la convention qu'elle offre de contracter aux consommateurs.

Il importait de ne pas permettre à la compagnie de fixer un minimum arbitraire de la durée de l'abonnement et au refus du consommateur de discontinuer la fourniture du gaz. D'un autre côté on ne pouvait pas imposer à la compagnie un abonnement dont la durée serait subordonnée au caprice du consommateur. C'est en tenant compte de ces deux ordres de considérations que le traité de 1870 fixe à trois mois le minimum de la durée de l'abonnement.

Les polices en vertu desquelles sont souscrits les abonnements devront être conformes au modèle approuvé par l'administration.

L'autorité municipale n'aurait d'ailleurs pas le droit de refuser arbitrairement son approbation. Un arrêt du Conseil d'Etat 15 janvier 1868 D. 81. 5^e 218, décide que, si aux termes du traité intervenu entre un entrepreneur et une ville pour l'éclairage au gaz de cette ville, les modèles de police d'abonnement doivent être soumis à l'agrément de l'autorité municipale, cet agrément ne peut être refusé que dans le cas où ces polices contiendraient quelque chose de contraire aux dispositions du traité.

Toujours dans l'idée de protéger le public contre l'exclusivisme de la compagnie, l'art. 41 stipule qu'aucun abonnement ne pourra être refusé ; cependant pour protéger la compagnie contre l'insolvabilité possible du consommateur, celle-ci sera en droit d'exiger que le paiement se fasse par mois et d'avance.

Le traité est d'ailleurs conforme à la jurisprudence (Conseil d'Etat 15 janvier 1868). La clause de la police par laquelle l'entrepreneur se réserve le droit de faire payer par avance à l'abonné une somme représentant par approximation le prix du gaz qu'il doit consommer pendant un mois, n'ayant pour but que de garantir l'entrepreneur des pertes résultant de l'insolvabilité de certains consommateurs, doit être maintenue, alors surtout qu'il est expressément énoncé que la somme ainsi prélevée à titre de garantie par l'en-

trepreneur, sera remboursée à l'expiration de l'abonnement sous déduction de la valeur du gaz fourni par lui et qui n'aurait pas été payée.

La compagnie n'est tenue de fournir le gaz qu'au consommateur qui s'est conformé aux dispositions réglementaires sur la pose des appareils (art. 41).

Ces dispositions réglementaires sont contenues dans l'arrêté préfectoral du 2 avril 1868.

Pour établir, à l'intérieur des habitations, des appareils pour l'éclairage et le chauffage au gaz, de même que pour faire usage d'appareils déjà installés, ou les modifier, il faut se pourvoir d'une autorisation du Préfet de la Seine.

S'il s'agit d'appareils déjà installés, un arrêté préfectoral en autorise l'usage à la charge par les permissionnaires, de ne rien changer, sans nouvelle autorisation, aux dispositions actuelles des appareils. Dans le cas contraire, l'autorisation n'est accordée qu'après la réception définitive des travaux par les agents du service municipal.

Ce n'est qu'après la délivrance de l'arrêté préfectoral au pétitionnaire que celui-ci passe le contrat ou police d'abonnement avec la compagnie.

L'abonné prendra livraison du gaz au moyen d'un branchement sur la conduite principale.

Le branchement, les travaux et fournitures relatifs à l'appareil extérieur et intérieur sont à la charge de l'abonné.

Le tuyau d'embranchement et le robinet extérieur sont fournis, posés et entretenus par la compagnie au prix fixé par la police d'abonnement. En pratique, la compagnie se charge de l'entretien du branchement moyennant 0 fr. 10 par mois et de l'entretien du robinet extérieur moyennant 0 fr. 50 par mois.

L'article 41 du traité semble donner le monopole à la compagnie pour la fourniture, la pose et l'entretien du tuyau d'embranchement et du robinet extérieur. Mais là s'arrête le monopole de la compagnie.

L'art. 42 stipule que les abonnés auront la faculté de prendre leurs compteurs parmi les systèmes acceptés par la compagnie et autorisés par le Préfet de la Seine. A part ces restrictions qui ont pour but d'écarter l'emploi d'appareils qui ne présenteraient pas le degré d'exactitude et de précision voulu, le consommateur est libre dans le choix du compteur et n'est pas obligé de s'adresser à la compagnie pour la fourniture et la pose de ces appareils.

La compagnie ne pourrait pas refuser la livraison du gaz à un abonné qui justifierait que les appareils dont il veut se servir ont été approuvés par l'autorité municipale, sous prétexte que ces appareils ne sont pas conformes à ceux qu'elle emploie. Paris, 5 mars 1846. D. 46. 4. 354.

Un arrêt de la cour de Nancy du 6 décembre 1876.

D. 79. 2. 59, décide qu'une compagnie d'éclairage n'est pas investie du privilège de la fourniture et de la pose des compteurs dans les maisons particulières. Par suite, elle ne peut dans ses circulaires, déclarer qu'elle ne fournira le gaz qu'aux particuliers qui prendront leurs compteurs dans ses magasins et les feront poser par ses ouvriers. Les industriels tenant dans la commune magasins d'appareil d'éclairage et de chauffage par le gaz, pourraient demander la suppression d'une pareille clause et des dommages-intérêts pour la réparation du préjudice qu'elle leur aurait causé.

Les appareils ne peuvent d'ailleurs être mis en service qu'après avoir été vérifiés et poinçonnés par l'administration.

Ce poinçonnage, exécuté soit chez les fabricants, soit au bureau central de l'éclairage, à l'Hôtel de ville, donne lieu à la perception d'une taxe ayant pour base la capacité des compteurs et calculée à raison de 0 fr. 09 par bec d'éclairage alimenté.

Les appareils sont soumis quant à leur exactitude et à la régularité de leur marche à toutes les vérifications que l'administration pourra prescrire.

Il est formellement interdit à l'abonné d'apporter aucune modification ou détérioration dans les organes du compteur et de ses accessoires sans le concours d'un agent de la compagnie.

L'abonné doit laisser un libre accès aux agents

de la compagnie dans l'endroit où est posé le compteur.

Il a d'ailleurs été jugé que le consommateur qui, en vue de se soustraire au paiement de tout ou partie du gaz employé, s'en emparait par un moyen quelconque avant qu'il soit passé par le compteur, commettait le délit de vol prévu par l'art. 379 du Code pénal. Cassation, 27 décembre 1889. *Pandectes françaises*, 90. 1. 366.

Dans le cas où l'abonné préférerait s'adresser à elle, le traité de 1870 (art. 42), impose à la compagnie l'obligation de fournir en location des compteurs d'un système de son choix et approuvé par l'administration. Le prix mensuel de location fixé par la police d'abonnement varie de 1 fr. 25 à 16 francs suivant le calibre du compteur. Moyennant cette rétribution, la compagnie reste chargée de la pose, de l'entretien et des réparations du compteur.

Prix du gaz.

Il importait pour ne pas laisser le public à la discrétion de la compagnie, d'imposer à cette dernière un tarif maximum du prix du gaz. Ce prix est fixé par le traité à 0 fr 30 le mètre cube.

Il est loisible à la compagnie d'abaisser ce prix en faveur d'une industrie déterminée en accordant la

même réduction à tous les industriels exerçant la même profession (art. 43). Cette réserve était nécessaire. En n'admettant pas tous les industriels d'une industrie déterminée, à profiter de la réduction des tarifs, la compagnie aurait pu arbitrairement rompre l'égalité économique qui doit exister entre ces derniers. Elle aurait pu refuser la réduction à tel industriel et l'accorder à tel autre en prenant un intérêt dans ses spéculations. Ce sont là des abus que le traité a voulu prévenir.

Abaissement du prix du gaz.

Le prix de 30 centimes par mètre cube appliqué depuis 1855 et qui constituait à cette époque un progrès notable sur l'état ancien est certainement aujourd'hui exagéré.

Ce prix n'est plus appliqué dans les grandes capitales étrangères. A Londres, le gaz ne se paie que 0 fr. 1390 ; à Bruxelles 15 centimes, à Berlin 0 fr. 20.

Le prix du gaz est à Birmingham Glasgow d'environ 10 centimes le mètre cube. Il est vrai que dans ces deux villes, le service de gaz est municipalisé et la ville régit elle-même cette exploitation.

En Allemagne, où les villes gèrent souvent elles-mêmes par voie de régie les entreprises de distribution de gaz, le gaz est vendu environ 20 centimes ; à Leipzig 22 cent. 50, à Mayence 25 centimes.

En Italie, Milan paie le gaz 20 centimes le mètre cube ; Gènes 0,25 centimes.

En France, Bordeaux paie le gaz 0,20 centimes le mètre cube. Il en est de même à Lille, Rouen.

Dès l'année 1879, la ville de Paris s'appuya sur l'art. 48 du traité de 1870 pour réclamer de la compagnie concessionnaire une diminution du prix du gaz. Cet article 48 est ainsi conçu. : « Si par
« suite du progrès de la science, l'administration de
« l'avis du Conseil municipal jugeait convenable
« d'imposer à la société l'emploi de procédés étran-
« gers au système actuel de fabrication, celle-ci
« serait tenue de se conformer aux prescriptions de
« l'administration.

« Dans le cas où l'emploi de ces nouveaux procé-
« dés aurait pour résultat un abaissement notable
« dans le prix de revient du gaz, la société serait
« obligée de faire profiter l'éclairage public et par-
« ticulier de cet abaissement de prix, dans les pro-
« portions déterminées par l'autorité administrative,
« toujours de l'avis du Conseil municipal.

« Il en serait de même pour le cas, où sans atten-
« dre l'intervention administrative, la société aurait
« pris l'initiative de l'application de nouveaux pro-
« cédés.

« Ces stipulations ne seront applicables que par
« périodes de 5 ans et après le rapport d'une com-
« mission spéciale.

« Dans les derniers mois de chaque période, tous
« les procédés étrangers au système actuel de fabri-
« cation qui seraient jugés de nature à constituer
« un progrès, seront examinés par une commission,
« qui sera désignée par le Ministre de l'Intérieur et
« qui, après avoir entendu les délégués de la com-
« pagnie, indiquera ceux des perfectionnements ou
« celles des inventions qui lui paraîtront pouvoir
« recevoir une application industrielle et manufac-
« turière.

« En cas de découverte d'un mode d'éclairage
« autre que l'éclairage par le gaz, l'administration
« se réserve le droit de concéder toute autorisation
« nécessaire pour l'établissement du nouveau sys-
« tème d'éclairage, sans être tenue à aucune indem-
« nité envers la société actuelle ».

Au mois de janvier 1880, la commission prévue par l'art. 48 du traité de 1870 fut nommée par le ministre de l'Intérieur.

Comparant le système suivi en 1870 par la compagnie concessionnaire pour la fabrication du gaz d'éclairage et le système suivi en 1880, cette commission émit l'avis que, si du fait de la distillation du charbon, la compagnie avait réalisé des améliorations importantes, celles-ci étaient dues à de simples tours de main et non à des procédés étrangers au système suivi en 1870 ; que l'épuration chimique et l'emmagasiner du gaz avaient

lieu par les mêmes procédés qu'autrefois ; qu'enfin le traitement des sous-produits ne devait pas être considéré comme faisant partie des opérations qu'a entendu viser l'art. 48 et constituait une fabrication annexe.

A la suite de cet avis, la compagnie proposa un système transactionnel, basé sur la prolongation de la concession. Le prix du mètre cube de gaz vendu au compteur était réduit en ce qui concerne l'éclairage privé de 0 fr. 30 à 0 fr. 25. La compagnie demandait en échange une prolongation de sa concession pour quarante années et l'engagement par la ville de prendre sur sa part de bénéfices de quoi assurer aux actionnaires de la compagnie pendant 5 ans de 1881 à 1885 une somme égale à la moyenne des bénéfices des deux années 1879 et 1880.

A la veille des élections nouvelles, le Conseil municipal ne crut pas devoir examiner la question.

Les élections passées, un grand nombre de commerçants, un comité représentant 97 chambres syndicales s'adressèrent au nouveau Conseil municipal pour obtenir la réduction du prix du gaz.

A la suite de ce mouvement d'opinion et après une longue discussion, le Conseil municipal vota le 7 avril 1882 un projet de délibération par lequel il invitait le Préfet de la Seine à négocier avec la

1. Bloch et de Pontich, Administration de la ville de Paris, page 440.

compagnie du gaz une diminution immédiate de son prix de vente et, en cas de désaccord avec la compagnie soit sur le principe, soit sur le montant de la réduction, à procéder par toutes voies de droit, en vue d'obtenir la réduction fixée par l'administration, de l'avis du conseil municipal, conformément aux traités.

Le projet de convention préparé par le Préfet à la suite de cette délibération, stipulait un abaissement immédiat du prix du gaz de 30 à 25 centimes et une série de réductions par quarts de centimes résultant d'un compte spécial intitulé : abaissement du prix du gaz ; une diminution éventuelle provenant de l'abandon par la ville d'une part de ses bénéfices. En retour, le projet accordait à la compagnie une prolongation de la concession pour une période de vingt-cinq années avec faculté de rachat pour la ville à partir du 1^{er} janvier 1906.

Le Conseil municipal rejeta le projet de traité présenté par le Préfet de la Seine et invita ce dernier à prendre un arrêté réduisant d'office de 0 fr. 05 le prix du mètre cube de gaz destiné à l'éclairage public et aux particuliers.

Le Préfet prit cet arrêté à la date du 5 mars 1883.

La compagnie s'empressa de le déférer au Conseil de Préfecture de la Seine qui rendit le 16 juillet 1883 un arrêté par lequel l'art. 48 du traité de 1870 était interprété en ce sens :

1° Que le système de fabrication, dont il est parlé dans ledit article doit signifier le système de fabrication en vigueur à l'origine de la concession et que par suite, c'est à ce point de départ, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1856 qu'il y a lieu de remonter pour la recherche des progrès accomplis ;

* 2° Que par ces mots « procédés étrangers au système actuel de fabrication de gaz, procédés nouveaux, perfectionnements ou inventions » contenus dans les divers paragraphes dudit article, il y a lieu d'entendre tous procédés nouveaux, perfectionnements ou inventions susceptibles d'amener un abaissement notable dans le prix de revient du gaz ;

3° Qu'au point de vue de ce prix de revient, les procédés nouveaux, perfectionnements ou inventions survenus depuis 1855, s'appliquent aussi bien à la fabrication proprement dite du gaz et de ses produits, qu'à la production et à l'exploitation des sous produits fabriqués par la compagnie.

Ayant ainsi tracé les règles qui devaient présider à l'expertise, le Conseil de Préfecture décidait qu'il serait procédé à l'expertise par un ou plusieurs experts convenus entre les parties et qui auraient pour mission de rechercher l'abaissement du prix du gaz résultant des améliorations survenues depuis 1855.

Cet arrêté fut à son tour déferé au Conseil d'Etat

par la compagnie parisienne d'éclairage au gaz.

Nous venons de voir que c'était sur les conditions dans lesquelles l'expertise devait être faite que portait le débat.

Trois questions se posaient :

1° A quelle époque devait-on remonter pour la comparaison du présent et du passé. Ce passé est-ce 1870 ou 1855 ?

2° Que devait-on entendre par procédés étrangers à la fabrication du gaz ?

3° Dans le calcul du prix de revient, devait-on compter les bénéfices que réalisait la compagnie par la transformation des sous-produits ?

Le Conseil d'Etat par un arrêt en date du 5 avril 1884 D. 85. 5. 271, réforma la décision du Conseil de Préfecture sur le premier et le troisième point, ne confirmant son arrêté que sur la façon dont il fallait entendre les mots : procédés nouveaux étrangers à la fabrication actuelle du gaz.

Sur le premier point, le Conseil d'Etat décida par l'arrêt précité que le traité de 1870 régissait seul la concession de la compagnie. Aux termes du décret d'autorisation du 15 janvier 1870 en effet, le nouveau traité était substitué aux anciens traités de 1855 et de 1861. Le caractère transactionnel et définitif du traité de 1870 résultait d'ailleurs du soin qu'avaient pris les parties contractantes d'y exposer dans un préambule et de rappeler dans un

article final (art. 53) qu'elles étaient d'accord pour mettre fin aux contestations pendantes entre elles et qu'elles reconnaissaient n'avoir aucune demande ni réclamation à faire pour quelque cause que ce soit.

En reproduisant sous l'art. 48 et avec l'intitulé : procédés étrangers au système actuel de fabrication, les dispositions de l'art. 11 du traité de 1855, le traité de 1870 prenait sa propre date pour point de départ de l'application des dispositions ainsi reproduites. Il n'y avait donc pas lieu de remonter au-delà du 7 février 1870 pour la recherche des progrès accomplis dans la fabrication du gaz.

En ce qui concerne le deuxième point sur lequel portait le débat, la compagnie soutenait que cet article était exclusivement applicable soit au cas où au lieu de distiller de la houille, elle distillerait toute autre matière susceptible de donner un gaz éclairant, soit au cas où distillant de la houille elle emploierait un autre agent que la chaleur.

Le Conseil d'Etat considéra que le rapprochement des art. 11 et 48 du traité de 1870 démontrait qu'il ne pouvait s'agir que du gaz extrait de la houille ; en effet, aux termes de l'article 11, l'éclairage doit être fait par le gaz extrait de la houille et c'est évidemment de ce gaz dont il est question dans l'art. 48.

D'autre part, l'art. 48 en parlant « des procédés

étrangers au système actuel de fabrication qui seraient jugés de nature à constituer un progrès » « des nouveaux procédés dont l'emploi aurait pour résultat un abaissement notable dans le prix de revient du gaz », « des perfectionnements ou inventions paraissant pouvoir recevoir une application industrielle ou manufacturière » avait voulu viser tous procédés nouveaux, perfectionnements ou inventions ayant pour résultat d'amener un abaissement notable dans le prix de revient du gaz.

Quant à la troisième question, celle de savoir, si au point de vue du prix de revient, l'examen des améliorations doit s'étendre à la transformation industrielle des produits accessoires de la distillation de la houille, le Conseil d'Etat décida qu'il s'agissait uniquement dans l'art. 48 de la fabrication du gaz et qu'il n'y avait pas lieu de comprendre dans cette fabrication la transformation industrielle en produits dérivés des produits accessoires et immédiats (coke, goudron, eaux ammoniacales) que fournit la distillation de la houille.

L'arrêt du Conseil d'Etat restreignait donc sur deux points la mission des experts. Contrairement à l'avis du Conseil de préfecture, il décidait qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte des bénéfices réalisés par la vente des sous produits, ni des perfectionnements antérieurs au traité du 7 février 1870. Or à cette époque par l'emploi de nouveaux

procédés de fabrication, le prix de revient du gaz avait été abaissé de façon à permettre une réduction d'environ 12 centimes par mètre cube pour les consommateurs. La commission municipale nommée par le gouvernement impérial avait négligé de réclamer la réduction du prix du gaz conformément aux traités de 1855 et 1861 et l'art. 53 du nouveau traité interdisait toute réclamation basée sur les faits antérieurs à 1870.

Les progrès réalisés depuis 1870 n'étaient que peu importants et amenaient à peine une réduction d'un tiers de millième sur le prix de revient du mètre cube de gaz ; ces progrès ne consistaient guère, ainsi que le déclarait le rapporteur de l'affaire au Conseil d'Etat que dans l'emploi du condensateur Audouin et Pelouze qui remontait à 1872 et dans la diminution afférente à la fabrication des briquettes de coke employées au chauffage des fours.

La ville ne pouvait pas prétendre que la diminution d'un tiers de millième pût être considérée comme une diminution notable du prix de revient du gaz et le procès était dès lors gagné pour la compagnie.

Diverses propositions tendant à l'abaissement du prix du gaz.

La compagnie triomphait donc devant la juridiction administrative, grâce à la rédaction fâcheuse de

l'art. 53 du traité de 1870, et cependant les faits contredisent ses prétentions d'une façon éclatante.

Si l'on consulte en effet le bilan de la compagnie, on peut en déduire facilement que le mètre cube de gaz revient à la compagnie à un peu plus de 0 fr. 15, c'est ce que démontre le tableau suivant emprunté au compte présenté par la Compagnie pour l'exercice 1898.

Prix de revient du gaz à Paris.

1° Fabrication. Matières. . . .	25.640.479,64
2° Service des usines. . . .	8.477.554
3° Service de l'éclairage et de la cana-	
lisation	4.768.867,88
4° Administration centrale. . .	5.203.810,04
5° Charges envers l'Etat. . . .	1.081.984,45
6° Charges de capital.	<u>25.026.804,28</u>
Total :	70.199.500,09

A déduire :

Produits autres que la vente du gaz.	<u>20.814.607,81</u>
Reste :	49.384.892,81

La consommation du gaz ayant été de 320.031.250 mètres cubes de gaz, le prix de revient est de $\frac{49.384.892,81}{320.031.250} = 0 \text{ fr. } 154.$

Aussi, depuis l'arrêt du Conseil d'Etat qui donnait

gain de cause à la compagnie, de nombreuses propositions tendant à l'abaissement du prix du gaz se sont-elles produites. On peut diviser ces propositions en deux groupes :

1° Celles émanant des partisans de la compagnie actuelle qui subordonnent l'abaissement du prix du gaz à une prolongation de la concession ;

2° Celles des adversaires irrésolus de cette prolongation du monopole, qui veulent arriver à l'abaissement du prix du gaz sans compromettre la liberté de la ville pour l'avenir, en faisant supporter par cette dernière sur les bénéfices qu'elle retire de la concession actuelle les frais de cet abaissement.

Les uns et les autres de ces projets nécessitent l'accord de la ville et de la compagnie parisienne du gaz. Après la décision précitée du Conseil d'Etat, l'abaissement du prix du gaz ne peut être actuellement que contractuel et il est nécessaire de traiter à nouveau avec la compagnie pour y arriver.

Examinons rapidement ces diverses propositions, du moins les principales :

Par une lettre en date du 29 juin 1900 adressée au Président du Conseil municipal, la compagnie actuelle du gaz proposait d'abaisser le prix du mètre cube de gaz livré aux particuliers dans Paris à 0 fr. 22 de 1902 à 1905 et à 0 fr. 20 à partir du 1^{er} janvier 1906 moyennant la prolongation de sa concession.

L'économie du projet était la suivante (1) :

Les obligations 4 0/0 restant à rembourser par la compagnie actuelle de 1901 à 1905 et représentant un capital de 96.850.000 fr. seraient converties en obligations remboursables en 60 ans à partir du 1^{er} janvier 1901.

De 1901 à 1905, les comptes seraient réglés conformément aux dispositions du traité du 7 février 1870 sauf les deux modifications relatives au prix du gaz et à la durée d'amortissement des obligations.

A partir du 1^{er} janvier 1906, la ville donnerait en location à la compagnie pour 20 ans, la part d'actif à laquelle la ville aura droit le 31 décembre 1905. La location aurait lieu moyennant le prélèvement sur les produits de l'exploitation et au profit de la ville de 4 0/0 de la valeur de cet actif évaluée d'après les chiffres du bilan du 31 décembre 1905.

Les charges municipales actuelles du sous sol et de l'octroi sur le gaz seraient supprimées.

Chaque année, la compagnie prélèverait sur les produits de l'exploitation la somme nécessaire pour rembourser aux actionnaires 1/50^e de leur part d'actif ainsi que les annuités d'amortissement des obligations converties et des emprunts qui pourraient être contractés postérieurement au 1^{er} janvier 1905.

1. Voir *Bulletin municipal officiel* du 24 janvier 1901.

A l'expiration du bail, le 31 décembre 1925, la compagnie rentrerait dans son fonds de roulement et la ville lui paierait la partie non encore remboursée de sa part d'actif. La ville prendrait également à ses charges les annuités totales d'amortissement des obligations converties ainsi que celles des emprunts contractés à partir du 1^{er} janvier 1905.

La location pourrait être prorogée au delà de 1925 d'un commun accord par période de 10 ans et au bout de 50 ans la ville resterait propriétaire de tout l'actif de l'entreprise sans indemnité, moins le fonds de roulement qui ferait retour aux actionnaires.

Ce projet de traité tout à l'avantage de la compagnie du gaz prolongeait en réalité la concession actuelle pour une durée de 50 ans. Il échelonnait en effet sur une période de 50 ans l'amortissement de l'actif de la société et des obligations émises et à émettre. Il stipulait seulement pour la ville de Paris la faculté de rachat à partir de 1925.

Les pourparlers engagés sur ces bases entre les représentants de la compagnie du gaz et le Conseil municipal n'aboutirent pas et le rapporteur de la première commission, M. Alpy, constatant l'impossibilité d'arriver à une solution déposait au nom de la première commission un projet de délibération qui invitait l'administration à reprendre immédiatement l'instance contre la compagnie du gaz à l'effet :

« 1° De faire reconnaître définitivement les droits
« qui appartiennent à la ville de Paris, d'après les
« traités existants, sur la totalité de l'actif mobi-
« lier et immobilier de la compagnie, tel qu'il se
« comportera le 31 décembre 1903; 2° de faire déter-
« miner par avance au moyen d'une expertise con-
« tradictoire, la valeur réelle de la moitié de cet
« actif que la ville aura à rembourser à la compa-
« gnie selon les stipulations des mêmes traités,
« hormis la canalisation qui doit revenir à la ville
« sans indemnité ».

Nous verrons en effet plus loin que la compagnie du gaz émet la prétention de garder la propriété de tout l'actif immobilier à fin de concession, sauf à payer à la ville la moitié de la valeur de cet actif et de ne transmettre à la ville la propriété de la canalisation que moyennant le paiement par la ville de la moitié de sa valeur.

C'est alors que MM. Deville, Ambroise Rendu et Caron présentèrent, d'accord avec la compagnie du gaz, un nouveau projet qui fut l'objet de longues et vives discussions au sein du Conseil municipal. (1).

Ce projet peut se résumer de la façon suivante :

L'abaissement anticipé à partir du 1^{er} janvier 1901 du prix du mètre cube de gaz à 0 fr. 20 pour l'éclairage particulier et à 0 fr. 18 pour la force

(1) Voir *Bulletin municipal officiel* du 26, 27 et 28 janvier 1901.

motrice serait obtenu au moyen de deux opérations distinctes en droit, mais confondues en fait dans leur exécution et subordonnées l'une à l'autre.

La première opération consisterait dans la dissolution et la liquidation immédiate de la compagnie actuelle, par l'effet d'une résiliation amiable du traité en cours :

La compagnie parisienne du gaz vendrait à la ville tous ses droits sur l'actif d'établissement.

Pour payer le prix de vente de cet actif et indemniser la compagnie de la résiliation anticipée de son contrat, la ville de Paris remettrait à la compagnie 336.000 obligations de 500 francs à 4 0/0 d'intérêt annuel, amortissables en 50 ans avec faculté pour la ville d'anticiper à partir du 1^{er} janvier 1911 les échéances fixées par le tableau d'amortissement. Ces 336.000 actions s'élevant à un capital de 168.000.000 représentent la valeur de la moitié de l'actif qui appartient à la compagnie d'après le traité de 1870.

La ville aurait de plus à verser à la compagnie la somme nécessaire pour rembourser ses actions de capital non encore amorties au 1^{er} janvier 1901 soit environ une somme de 22 459.000 francs.

Enfin échange des obligations non encore amorties de la compagnie contre des obligations de la ville du type 4 0/0 ci-dessus indiqué.

La deuxième opération consisterait dans la constitution d'une société fermière.

La ville de Paris devenue propriétaire de tout l'actif mobilier et immobilier de la compagnie parisienne confierait l'exploitation de cet actif à une société fermière fondée au capital de 33.600.000 francs.

Cette dernière prendrait au lieu et place de la ville la charge de l'amortissement des 89.837 actions de capital encore existantes de la compagnie du gaz formant un total de 22.459.250 francs.

On prélèverait sur les bénéfices annuels et dans l'ordre suivant :

a) Les sommes suffisantes pour servir les intérêts et l'amortissement en 50 ans des obligations créées par la ville de Paris tant pour racheter l'actif de la compagnie que pour convertir les obligations de la compagnie dissoute.

b) Une somme de 1.400.000 francs destinée à assurer l'amortissement en 50 ans du capital de la compagnie fermière.

c) 15.000.000 pour la ville, toutes redevances et droits d'octroi compris.

d) 2.000.000 pour la compagnie fermière.

L'excédent des bénéfices serait ensuite partagé sur les bases suivantes :

10 0/0 pour le personnel.

30 0/0 pour le consommateur.

30 0/0 à la ville.

30 0/0 à la compagnie.

La compagnie fermière fournirait le gaz à 0 fr. 20.

Le bail serait fait pour une durée de 50 années à compter du 1^{er} janvier 1901, mais pourrait être dénoncé de 10 ans en 10 ans par la ville, sous condition d'un préavis de deux ans.

Ce projet de traité avait cette conséquence déplorable de prolonger la concession pour une période nouvelle de cinquante années. Il stipulait il est vrai la faculté de dénonciation après chaque période décennale avec préavis de deux ans, mais les charges financières, les amortissements étaient calculés sur 50 ans, et pendant ces cinquante années la ville devait supporter le poids de ces charges financières.

Grâce à un remarquable discours de M. Desplas conseiller municipal(1), qui démontra les conséquences déplorables qu'une pareille convention entraînerait pour la ville, le projet fut repoussé à une faible majorité il est vrai.

A ce projet de traité basé sur une prolongation de la concession, les adversaires du monopole de la compagnie du gaz opposèrent le projet de M. Sauton.

Partant de cette idée que la compagnie se refuserait à voir sa part de bénéfices diminuer du fait d'un abaissement du prix de vente du gaz, M. Sauton proposait que la ville de Paris prit sur ses bénéfices une part qui serait affectée à l'abaissement du prix du gaz.

Voir *Bulletin municipal officiel* du 28 janvier 1901.

Un abaissement de 0 fr. 10 sur le mètre cube de gaz vendu au compteur, entraînerait une diminution de 22 millions annuellement, soit 88 millions pour les années 1902, 1903, 1904, 1905.

Avec les intérêts composés au taux de 3 0/0, le coût de l'abaissement s'élèverait au 31 décembre 1905 à 95 millions.

La ville de Paris aurait donc à faire sur ses bénéfices un sacrifice de 95 millions pour réaliser à ses frais, l'abaissement du prix du gaz.

Dans ce but, M. Sauton proposait de reporter au 31 décembre 1905 le remboursement des 96 millions 840.500 francs formant le montant des obligations restant dues au 1^{er} janvier 1901 ; d'employer les disponibilités ainsi obtenues à un abaissement du prix de vente du gaz qui serait fixé à 0 fr. 20 à partir du 1^{er} janvier 1902 jusqu'à la fin de la concession ; enfin, de rembourser les 96.840.500 francs d'obligations restant dues au 1^{er} janvier 1901 sur la part des bénéfices qui reviendront à la ville de Paris le 31 décembre 1905 et qui se chiffreront d'après le bilan de la compagnie, par une somme de 170 millions (*Bulletin municipal officiel* du 24 janvier 1901).

La question reste encore entière devant le Conseil municipal. L'abaissement du prix du gaz restera-t-il subordonné à une prolongation de la concession ? Sera-t-il réalisé avec l'accord de la compagnie au

moyen d'une combinaison du genre de celle de M. Sauton, ou renonçant à compromettre l'avenir le conseil municipal se résoudra-t-il à attendre avec une sage patience l'échéance de 1905 ? C'est ce que nous apprendra un avenir prochain, la question devant être à nouveau soumise au conseil municipal.

Rapports financiers de la ville de Paris avec la Compagnie du gaz tels qu'ils résultent du traité de 1870.

La clause qui domine le traité de 1870 à ce point de vue est celle qui dans l'article 6 stipule le partage des bénéfices entre la ville et la compagnie après un certain nombre de prélèvements, mais ce n'est pas la seule. Le traité vise encore le partage de l'actif à fin de concession, permet à la ville de percevoir une redevance en raison de la location du sous-sol, et contient certaines dispositions en ce qui concerne le régime de l'octroi.

Régime de l'octroi. — L'article 8 du traité stipule que les usines à gaz et les usines annexées servant au traitement des sous-produits seront considérées comme entrepôt réel, c'est-à-dire qu'elles se trouveront dans le même cas que si elles étaient situées en dehors des limites de l'octroi. Les divers produits fabriqués dans ces usines n'auront donc à

supporter l'application des taxes de l'octroi que pour les quantités livrées dans Paris à la consommation locale.

Il n'y a dans l'article 8 qu'une simple application du droit commun et le traité eût-il été muet sur ce point, la compagnie du gaz aurait pu solliciter de l'administration, la faculté de l'entrepôt à domicile.

Le décret du 12 février 1870 article 8 porte en effet, que les combustibles et matières premières à employer dans les établissements industriels sont admis à l'entrepôt à domicile. Alors même que le produit industriel à la fabrication duquel sont employés ces combustibles et matières premières, serait imposé au tarif d'octroi ; l'entrepositaire ne paierait ces droits que pour ceux de ses produits qu'il ne justifierait pas avoir fait sortir de l'enceinte de l'octroi.

L'article 8 al. 3 du traité stipule l'obligation pour la compagnie de verser à la Caisse municipale une redevance de 0 fr. 02 par mètre cube de gaz consommé dans Paris. Sous l'empire du traité de 1861, la compagnie du gaz avait la faculté d'acquitter le droit sur le charbon soit directement comme les autres consommateurs en général, soit indirectement au moyen de la redevance de 0 fr. 02 par mètre cube de gaz et du paiement des taxes d'octroi sur le coke livré à la consommation intérieure

Des difficultés étaient nées à cet égard en 1867. L'administration de l'octroi prétendait que le droit d'option entre les deux modes de paiement était limité à la période des 7 années 1860 à 1867, pendant laquelle la loi d'annexion avait accordé à toutes les usines en général le droit d'entrepôt et la réduction du tarif de Paris au droit simple de la commune où se trouvait située l'usine.

Suivant l'interprétation de l'administration, la compagnie était obligée de rentrer dans la loi commune à partir de 1867 et de payer le droit sur le charbon, ou bien, si elle payait la redevance de 0 fr. 02 sur le gaz, elle devait payer en outre les taxes sur le coke et les sous-produits, non seulement pour la partie de ces matières livrée à la consommation intérieure, mais encore pour celle qu'elle consommait elle-même dans ces usines pour la fabrication du gaz.

L'article 8 du traité de 1870, mit fin à ces difficultés en stipulant au profit de la Compagnie le bénéfice de l'entrepôt réel. Il décidait en outre que la Compagnie n'aurait plus son droit d'option et continuerait à payer jusqu'à la fin de la concession la redevance de 0 fr. 02 par mètre cube de gaz consommé dans Paris, ce qui donnait à la ville de Paris plus de latitude pour abaisser les droits sur les charbons sans avoir la crainte d'en faire profiter la Compagnie.

L'article 8 du traité ajoute qu'au cas de réduction des taxes qui frappent les huiles employées à l'éclairage, la redevance de 0 fr. 02 devra subir une réduction proportionnelle.

C'est pour ne pas se voir opposer cette clause du traité et être contrainte d'abaisser cette redevance de 0 fr. 02 que la ville de Paris n'a pas supprimé les droits qui pèsent sur les huiles minérales et végétales. Elle n'a pu ainsi faire profiter ses contribuables des dispositions de la loi du 22 décembre 1878 qui suppriment les droits d'entrée perçus au profit de l'Etat sur les huiles végétales dans les villes qui renoncent elles-mêmes à leurs droits d'octroi sur les mêmes huiles. Il résulte de cet état de chose que le Parisien paie le pétrole et l'essence 0 fr. 20 de plus que partout ailleurs.

L'article 8 du traité contient une clause qui garantit la Compagnie du gaz contre les augmentations que pourraient subir les droits d'octroi portant sur les matières premières servant à la fabrication du gaz.

Cette redevance, dit en effet l'article 8 alinéa 3, ne pourra subir aucune modification quels que soient les changements apportés aux taxes d'octroi.

En dehors d'une semblable clause, la Compagnie serait restée soumise au droit commun et elle aurait été tenue de supporter sans indemnité l'augmentation survenue au cours du marché, dans le

montant des droits établis au profit de la ville (Nîmes, 22 mai 1878, D. 78. 2. 230).

Au cas où une difficulté s'élèverait sur l'application des droits, quelle serait la juridiction compétente pour connaître du litige? Il faut répondre ici par une distinction. S'agit-il d'appliquer une clause du traité, de l'interpréter; par exemple, de savoir si tel ou tel produit bénéficie de l'exemption prévue par le traité, il y a là une difficulté s'élevant sur l'exécution de l'acte il faut dès lors donner compétence au Conseil de préfecture.

Nous avons vu en effet (1) que le contrat de concession renfermait un marché de travaux publics et que la jurisprudence voyait dans ce marché de travaux publics le caractère dominant du contrat de concession, le Conseil de préfecture est donc compétent en vertu de la loi du 28 pluviôse an VIII article 4.

La contestation est-elle au contraire étrangère à l'interprétation du traité, s'agit-il de déterminer si tel ou tel produit ne profitant pas de l'exemption rentre dans les prévisions du tarif d'octroi la connaissance du litige appartiendra aux Tribunaux civils seuls compétents en matière de contributions indirectes.

Droit de location du sous-sol de la voie publique, —

L'article 5 du traité de 1870 stipule au profit de la ville une redevance d'un autre ordre. Cet article porte en effet que « le droit de location des parties du sous-sol de la voie publique occupées par les tuyaux de la Compagnie, est fixé à titre d'abonnement à la somme de 200.000 francs pour chacune des cinquante années de la concession.

Cet abonnement sera porté à 250.000 francs lorsque la consommation par mètre courant de conduite, dans la zone annexée, sera reconnue égale à celle qui existait dans l'ancien Paris au 1^{er} janvier 1869, et qui était de 148 m. c. par mètre courant de conduite. Il sera tenu, à cet effet, une comptabilité séparée pour les consommateurs de l'ancien Paris et pour ceux de la zone annexée ».

Ce chiffre étant depuis longtemps atteint, cette comptabilité n'a plus sa raison d'être.

Il n'est pas difficile de trouver la justification de cette redevance. La ville en accordant une concession n'agit pas seulement en vertu de ses pouvoirs de police, mais en vertu de son droit de propriété. Ce droit qui lui permet de disposer du domaine dans l'intérêt exclusivement personnel de quelques particuliers, lui permet en même temps de subordonner la jouissance qu'elle accorde au paiement d'une rémunération.

Plusieurs lois supposent ce droit (1) et le Conseil

1. Voir notamment la loi du 11 frimaire an VII, dont les

d'Etat a toujours reconnu à l'administration la faculté de tirer parti des portions du domaine public qui ne sont pas indispensables à la jouissance commune.

D'après la jurisprudence du ministère de l'intérieur, la concession du droit exclusif de poser des tuyaux sous le sol des voies communales, est assimilée malgré son caractère de précarité à un bail. Elle ne peut par conséquent être accordée, lorsque sa durée doit être de plus de 9 ans, qu'après une enquête publique faite en conformité de la circulaire du 20 août 1825, et après production d'un procès-verbal estimatif de la valeur locative et de l'étendue des emplacements occupés par les tuyaux de conduites du gaz. La valeur locative doit être établie en se basant sur le prix du mètre (1).

Il est certain que le prix de 200.000 francs convenus à titre d'abonnement n'est pas en rapport avec la valeur locative des terrains occupés. Le traité de 1855 stipulait déjà ce chiffre ; or, depuis l'annexion de 1859 les terrains occupés se sont considérablement accrus et la valeur locative des terrains n'a cessé d'augmenter. Pour rester dans la vérité il aurait fallu augmenter de beaucoup ce chiffre d'abonnement.

dispositions se retrouvent dans les lois du 18 juillet 1837 (art. 34, 7°).

1. Voir Béquet, *Répertoire*, au mot : commune.

L'article 4 du traité donne à l'administration « le droit d'autoriser des essais d'éclairage et de chauffage par tous les systèmes qui pourront se produire, dans une limite de 1.000 mètres de longueur de voie publique par chaque essai, sans que l'exercice de ce droit donne lieu à aucune indemnité en faveur des concessionnaires ».

Ce droit se traduit par une nouvelle charge financière pour la Compagnie puisqu'elle est obligée de subir ces essais sans avoir droit à aucune indemnité.

Partage des bénéfices.

L'avantage le plus important accordé par le traité de 1870 à la ville de Paris consiste dans la participation de cette dernière aux bénéfices de l'exploitation.

Bien que participant aux bénéfices de la Compagnie, la ville de Paris ne doit être nullement considérée comme une associée ordinaire. *L'animus societatis* fait ici complètement défaut et il ne saurait être question d'appliquer les règles des sociétés. A la différence d'une associée la ville n'aura pas le droit de s'immiscer dans les opérations de la Compagnie ni dans son administration. Elle ne pourra pas se faire présenter les livres de la Compagnie ni en prendre connaissance et elle ne connaîtra les résultats de l'exploitation que par les comptes an-

nuels de gestion qui seront présentés tous les ans au Conseil municipal ou à une Commission émanée de lui.

Cette participation aux bénéfices nous apparaît comme ayant le caractère d'une redevance nouvelle établie comme condition de la concession octroyée à la Compagnie ; au lieu d'être fixe, établie à forfait une fois pour toutes, elle est proportionnée aux bénéfices de l'exploitation.

Aux termes de l'article 6 du traité du 7 février 1870, les bénéfices de l'exploitation doivent se partager annuellement entre la ville de Paris et la Compagnie du gaz à partir du 1^{er} janvier 1869, mais avant tout partage des bénéfices il doit être prélevé :

1^o Les sommes nécessaires pour annuités d'amortissement des actions ;

2^o La retenue fixée pour la réserve par les statuts ;

3^o Une somme pour dividende et intérêts des actions fixée à 12.400.000 francs jusqu'en 1887 et à 11.200.000 francs du 1^{er} janvier 1888 à la fin de la concession.

Cet article 6 a soulevé de sérieuses difficultés et a donné lieu à un procès important entre la ville de Paris et la compagnie du gaz. Il est nécessaire que nous exposions les données du litige et la solution qu'il a reçue devant la juridiction administrative.

L'article 6 vise deux prélèvements (nous laissons

de côté la retenue fixée pour la réserve par les statuts) un premier prélèvement destiné à assurer l'amortissement des 336.000 actions de la société ; un second ayant pour objet de rémunérer chaque année en dividende et intérêt pendant toute l'existence de la société les 336.000 actions qui ont contribué à la constitution du capital de la société.

Fallait-il considérer ces deux prélèvements comme absolument indépendants l'un de l'autre de telle sorte que les intérêts disponibles des actions amorties fussent distribués à titre de supplément de dividende entre les 336.000 actions de la société ? Fallait-il au contraire établir une corrélation entre ces deux prélèvements en reversant les intérêts disponibles des actions amorties au fonds d'amortissement, le second prélèvement venant ainsi alimenter le premier ?

Tout le litige se résumait dans cette question.

Système de la Compagnie

La compagnie du gaz soutenait que les deux prélèvements étaient absolument distincts l'un de l'autre, que le deuxième prélèvement de 12.400.000 francs jusqu'en 1887, et de 11.200.000 francs à partir du 1^{er} janvier 1888 avait été stipulé à titre forfaitaire pour la rémunération du capital action et qu'il ne pouvait servir à alimenter le fonds d'amortissement.

Ce second prélèvement est stipulé à part du premier sous un numéro différent il ne peut donc se confondre avec lui et aucun prétexte ne saurait faire d'une addition une soustraction.

L'article 6 stipule que le premier prélèvement a pour but de fournir les sommes nécessaires pour annuités d'amortissement des actions. Or, dans le langage financier, dit la compagnie, l'annuité d'amortissement est la somme fixe qui, payée chaque année, assure à la fois le service des intérêts du capital non remboursé et le remboursement progressif du capital en un nombre d'années déterminées.

En vertu de cette définition, la somme annuelle nécessaire pour amortir les 84.000.000 de capital actions de la compagnie du gaz en 34 ans, c'est-à-dire pour servir les intérêts des actions non remboursées et pour rembourser progressivement les 336.000 actions, serait la somme constante de 5.187.456 francs. Ainsi, d'après la compagnie, l'annuité d'amortissement ne comprend donc pas seulement la somme nécessaire pour rembourser progressivement les 336.000 actions de la compagnie, elle doit comprendre en outre la somme nécessaire pour servir les intérêts des actions non amorties.

Dans le système de la ville, ajoute la compagnie, on arrive à servir des intérêts à des actions amorties c'est-à-dire éteintes et qui n'existant plus ne devraient pas logiquement recevoir des intérêts,

par une sorte de fiction elle fait revivre ses actions au profit du fonds d'amortissement.

La compagnie du gaz invoquait en dernier lieu l'exécution prolongée du traité conforme à l'interprétation qu'elle lui donnait. Pendant plus de 10 années, la ville de Paris avait en effet vérifié et contrôlé les comptes annuels de la compagnie et les avait tous acceptés sans réserve. Elle avait donc ainsi approuvé d'une façon formelle l'interprétation de la compagnie.

Système de la ville de Paris

Aux arguments de la compagnie du gaz la ville de Paris répondait en invoquant le texte du traité et la commune intention des parties ;

L'article 6 du traité en stipulant le premier prélèvement « somme nécessaire pour annuités d'amortissement des actions et obligations émises ou à émettre » met sur le même pied l'amortissement des actions et celui des obligations. Or la compagnie du gaz n'a jamais contesté que, lorsqu'il s'agit de l'amortissement des obligations, les intérêts afférents aux obligations amorties continuent à être servis à titre de charge sociale et sont versés au fonds d'amortissement.

De plus, le traité de 1870 en stipulant toujours dans son article 6, que le compte des bénéfices serait

dressé conformément aux statuts de la société, a incorporé dans ses dispositions la partie des statuts qui régit sur ce point la compagnie du gaz.

Or que décident à cet égard les statuts de la Société ?

L'article 40 des statuts est ainsi conçu : sur les bénéfices, on prélève annuellement avant tout partage.

2° A partir du 1^{er} janvier 1872, une retenue suffisante pour constituer un fonds d'amortissement au moyen duquel la totalité des actions soit amortie avant l'expiration de la concession à raison de 250 francs par action.

3° Une somme pour dividende et intérêts des actions, fixée à 12.400.000 fr. jusqu'au 31 décembre 1887 et à 11.200.000 fr. du 1^{er} janvier 1888 à la fin de la concession.

Sur cette somme, il sera servi aux actions amorties et non amorties un premier dividende annuel de 12 francs 50 par action, le premier dividende afférent aux actions amorties devant être ajouté au fonds d'amortissement, afin de compléter la somme nécessaire pour amortir la totalité des actions dans le délai prescrit ».

Tel était le texte des statuts lorsque le traité de 1870 fut signé. La ville de Paris et la Compagnie de gaz s'y sont certainement référées puisqu'elles l'ont visé dans l'article 6 du traité. La commune

intention des parties apparaît dès lors très clairement et est conforme aux réclamations de la ville de Paris.

La Compagnie, il est vrai, a fait disparaître postérieurement au traité cette clause des statuts et les a mis en concordance avec sa manière de voir. Les statuts modifiés furent approuvés par décret en 1877 sur avis favorable du Préfet de la Seine. Mais le Conseil municipal ne fut pas alors consulté et il aurait fallu son consentement régulièrement donné pour modifier une convention dans laquelle la ville de Paris était partie en cause.

La ville de Paris invoque à son tour l'art. 6 du traité de 1870 « sommes nécessaires pour annuités d'amortissement des actions »

Pour la Compagnie du gaz, l'annuité d'amortissement est la somme fixe qui, payée chaque année, assure à la fois le service des intérêts du capital non remboursé et le remboursement progressif du capital en un nombre d'années déterminées.

Pour la ville de Paris ; au contraire, on appelle annuité d'amortissement l'annuité qui suffit, par la capitalisation à rembourser au bout d'un certain temps donné un capital déterminé.

L'amortissement est la reconstitution d'un capital à l'aide d'une dotation annuelle augmentée sans cesse par les intérêts composés des dotations accumulées. Le fonds d'amortissement est la réunion

de la première annuité d'amortissement, des intérêts qu'elle a produits la deuxième année, de la seconde annuité d'amortissement, des intérêts produits par le tout, la troisième année, de la troisième annuité d'amortissement, et ainsi de suite.

Il ne s'agit nullement, dans l'espèce, dit la ville de Paris, d'amortir 84 millions en capital et intérêts, comme l'indique la Compagnie du gaz, puisque les intérêts sont procurés par un autre prélèvement spécial. Il n'y a donc pas à se préoccuper des intérêts ; ce qui est à amortir, c'est un capital non productif d'intérêts.

L'amortissement, et c'est là la théorie même de l'amortissement, ne fonctionne que par la capitalisation. Si au lieu de placer l'argent et de lui faire produire intérêts, on préfère rembourser les actions, la capitalisation se produit par l'intérêt des titres rachetés qui forment par eux-mêmes le placement productif de la capitalisation.

Pour déterminer quelles sont les sommes nécessaires pour annuités d'amortissement des actions et obligations, il suffit de se reporter à des tables d'un usage courant, dressées d'après une formule mathématique invariable par le bureau des longitudes.

Il résulte de ces tables que le capital de 84 millions est exactement obtenu le 31 décembre 1905, date de l'expiration de la concession au moyen de

34 annuités d'amortissement cumulées montant chacune à 987.457 fr. 41, auxquelles vient s'ajouter le montant des intérêts composés à 5 0/0 produits par la capitalisation, de 1873 à 1905, des annuités d'amortissement.

La charge du prélèvement annuel de 987.457 f. 41 étant supportée par les bénéfices, pèse également sur la ville de Paris et la Compagnie du gaz, qui contribuent chacune au remboursement des 84 millions par 34 annuités fixes de 493.728 fr. 70, soit au total pour 16.786.775 francs.

Dans le système soutenu par la Compagnie du gaz, la ville de Paris aurait payé 42.000.000 fr. et elle ne les aurait pas payés au dernier jour en 1905, elle les aurait payés successivement par des versements faits à partir de 1872, par conséquent à intérêts perdus, et si l'on fait le compte des intérêts capitalisés de toutes les sommes qu'elle aurait ainsi versées, on arrive à constater qu'elle aurait dépensé 84 millions en capital et intérêts. Elle aurait donc à elle seule assuré l'amortissement de l'actif tout entier, c'est là une conséquence inadmissible qui suffirait à faire rejeter la prétention de la Compagnie du gaz.

La ville de Paris avait enfin à répondre à une fin de non recevoir que la compagnie du gaz tirait de l'article 541 du Code de procédure civile.

Si la question, disait la compagnie, s'était posée

en 1872, l'intérêt pécuniaire en jeu eût bien été de 25.213.226 qui représente la différence entre 42 millions que la ville aurait été obligée de payer d'après le système de la compagnie et les 16.786.775 qu'elle prétendait seulement avoir à payer comme charge de l'amortissement.

Mais les exercices 1872 à 1894 avaient tous été réglés sans réserves par la ville conformément aux prétentions de la compagnie du gaz. C'est seulement à partir de 1895 que la question avait été soulevée et que les comptes de l'exercice présentés par la compagnie avaient été l'objet de protestations de la part de ville de Paris. Or, l'article 541 du Code de procédure civile interdit de procéder à la révision d'aucun compte sauf pour erreurs matérielles et l'on entend par erreurs matérielles celles qui apparaissent dans le compte envisagé seul, isolé de la convention. Or, soutenait la compagnie, on ne se trouvait pas ici en présence d'une erreur matérielle, mais en présence d'une erreur d'interprétation de la convention, une erreur portant sur l'étendue des droits réciproques des parties, sur la nature, la consistance des prélèvements autorisés. Le débat ne portait ni sur des faits ni sur des chiffres, mais sur le sens des stipulations contractuelles.

La ville de Paris répondait que l'article 541 du Code de procédure civile exceptait les faux et dou-

bles emplois ; or, la compagnie du gaz avait commis un double emploi en percevant les intérêts des actions amorties, une première fois dans le prélèvement global de 12.400.000 francs ou de 11 millions 200.000 francs et une seconde fois en les prélevant sous le nom d'amortissement des actions.

Un arrêté du conseil de Préfecture de la Seine en date du 28 juin 1898 mit fin à ce litige.

Le Conseil de Préfecture admettait quant au fonds la réclamation de la ville de Paris et déclarait que « les sommes nécessaires pour annuités d'amortissement des actions » à prélever avant tout partage des bénéfices devaient se composer :

1° de la somme de 987.457 fr. 41, chiffre précis du taux fixe de capitalisation des 84 millions formant le capital actions de la compagnie ;

2° des intérêts à 5 0/0 des actions amorties au fur et à mesure de leur amortissement.

Mais, par contre, le Conseil de Préfecture n'admettait la réclamation de la ville de Paris qu'à compter du 1^{er} janvier 1895 jusqu'à la fin de la concession par ce motif que les comptes annuels de partage des bénéfices avaient été jusque-là approuvés et que le double emploi dont il s'agissait était étroitement lié à l'interprétation des clauses du traité relatives à la nature, à la consistance et à l'étendue des prélèvements autorisés.

Cet arrêté du conseil de préfecture fut l'objet de

la part de la compagnie du gaz d'un recours au Conseil d'Etat qui se borna à le confirmer (arrêt du 10 mai 1900).

Nouvelles difficultés auxquelles a donné lieu l'interprétation de l'article 6 du traité de 1870

L'article 6 du traité de 1870 a fait naître de nouvelles difficultés qui ont abouti à un second procès entre la ville de Paris et la compagnie du gaz.

Cet article 6 porte en effet « qu'à la fin de la concession et par l'effet même de l'action complète de l'amortissement des actions et obligations, le produit de l'actif mobilier et immobilier de la compagnie et le montant de la réserve statutaire de 2.000.000 de francs feront partie des bénéfices à partager ».

L'article 51 du traité dit de son côté « qu'à l'expiration de la concession, la ville de Paris deviendra propriétaire de plein droit et entrera en possession des tuyaux, robinets, siphons, regards, valves et de tout le matériel qui existera sous la voie publique. »

Une instance portant sur l'interprétation de ces articles était pendante depuis juillet 1895 devant le conseil de préfecture de la Seine qui par un arrêté récent du 25 mars dernier vient de se déclarer incompétent par ce motif, qu'il n'y avait pas entre les parties un litige né et actuel ; puisque ces

difficultés ne devaient naître qu'à la fin de la concession.

La compagnie du gaz soutient : 1° que les conventions qui lient la ville de Paris et la compagnie du gaz autorisent bien la ville à se mettre en possession de la canalisation du gaz à la fin de la concession, mais que la valeur de cette canalisation n'en fait pas moins partie de l'actif qui doit être partagé entre la compagnie du gaz et la ville de Paris.

2° Que ces mêmes conventions donnent à la compagnie du gaz le droit de conserver à la fin de la concession, la propriété de tout son actif en dehors des canalisations, à charge de régler à la ville de Paris la part de bénéfices lui revenant sur le produit de l'actif mobilier et immobilier et de la réserve.

Selon la compagnie du gaz, en effet, les articles 6 et 51 précités stipulent bien que la ville deviendra propriétaire de la canalisation mais non qu'elle le deviendra gratuitement. Ils stipulent bien que la ville partagera comme bénéfices le produit de tout l'actif mobilier et immobilier de la compagnie y compris ses usines, mais non qu'elle en deviendra propriétaire.

En vertu du seul article 6, la ville n'aurait eu droit qu'à la moitié du produit de l'actif usines et canalisation, dont la compagnie reste en principe propriétaire. L'article 51 du traité vient modifier l'article 6 en ce sens que la ville devient propriétaire

de la canalisation, mais elle le laisse subsister en ce sens que la compagnie a droit de bénéficier de la moitié de la valeur et la canalisation fait toujours partie de l'actif à partager.

Pour faire disparaître l'antinomie qui aurait existé sur ce point entre l'article 6 et l'article 51, le traité de 1870 a supprimé du premier paragraphe de l'article 51 qui attribue à la ville la propriété de la canalisation les mots « sans indemnité » qui existaient dans la rédaction des traités antérieurs, et il a retranché de ce même article 51 tout le dernier paragraphe concernant la cession des usines et qui était ainsi rédigé : Elle deviendra également propriétaire des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts.

Par conséquent, c'est l'article 6 qui reste seul applicable pour les usines ; si la ville bénéficie de la moitié de leur valeur, ce n'est jamais que sauf le droit de propriété de la Compagnie.

Donc, d'après la Compagnie du gaz, la ville de Paris ne devient propriétaire ni des usines ni du reste de l'actif et elle ne l'est de la canalisation que sauf indemnité.

La ville de Paris soutient au contraire que la Compagnie du gaz est tenue de lui abandonner à fin de concession :

1° La propriété à titre gratuit des tuyaux, robi-

nets, siphons et généralement de tout le matériel qui existera alors sous les voies publiques;

2° La propriété des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts.

Il importe en effet à la ville de Paris de reprendre son entière liberté d'action à la fin de la concession et de pouvoir assurer à cette époque, sans aucune interruption, la continuation du service de l'éclairage public et privé.

Le traité originaire du 23 juillet 1855 assurait à la ville ces deux prérogatives : propriété de la canalisation sans indemnité, propriété des usines sauf indemnité.

Sous l'empire du traité de 1855, la ville de Paris, pour devenir propriétaire des usines de la Compagnie, aurait eu à payer la totalité de leur valeur.

Le traité de 1861 est venu modifier sur ce point le traité de 1855. En imposant à la ville de Paris, l'obligation de participer pour moitié à l'amortissement du capital action et du capital obligation, il stipulait comme contre-partie de cette nouvelle obligation et comme en étant la conséquence nécessaire qu'enfin de concession et par l'effet même de l'action complète de l'amortissement des actions et obligations, le produit de l'actif mobilier et immobilier et le montant de la réserve feraient partie des bénéfices à partager. Il attribuait ainsi à la ville la

moitié de la valeur des usines et de tout ce qui constituait l'actif de la compagnie du gaz.

L'art. 51 du traité de 1855 se conciliait d'ailleurs fort bien avec le traité de 1861 :

La ville de Paris devenait propriétaire des usines, moyennant un prix fixé à dire d'experts ; au lieu de payer à la compagnie un prix égal à la totalité de la valeur des usines elle ne devait désormais payer que la moitié de cette valeur.

Quant à la prise de possession de la canalisation sans indemnité à la fin de la concession, la ville de Paris y avait plus de droit que jamais puisqu'elle contribuait elle-même pour une partie à l'amortissement de cet actif.

Le traité de 1870 a-t-il innové sur ce point ?

Il y a là une question d'interprétation de la volonté des parties. Nous devons rechercher cette commune intention dans le texte même du contrat, dans les circonstances qui en ont entouré la conclusion et en cas de doute nous devons interpréter la convention dans le sens qui se rapproche le plus du droit commun.

La Compagnie du gaz invoque à l'appui de sa thèse la prétérition des mots « sans indemnité » dans l'article 51 du traité de 1870 et la suppression dans le même article de ce paragraphe : « La ville de Paris deviendra également propriétaire des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts.

Il peut paraître bizarre que cette modification de l'article 51 n'ait été précédée d'aucune discussion ni d'aucun pourparler entre les représentants de la Compagnie du gaz et la ville de Paris. On ne trouve aucune trace de ces modifications ni dans les procès-verbaux des assemblées générales de la Compagnie ni dans les délibérations du Conseil municipal.

Si l'on consulte au contraire les documents qui ont précédé la signature du traité, on voit que l'intention commune des parties a été de n'apporter, sauf les cas expressément visés, aucune obligation, aucune concession nouvelle à la charge, soit de la Compagnie du gaz, soit de la ville de Paris.

L'article 7 du préambule du projet portait : « les parties reprennent et résument dans la rédaction suivante toutes les conventions qui les lient désormais ».

Le Conseil d'administration de la Compagnie demanda la suppression du mot « désormais » et proposa de lui substituer les mots « et qui continueront à les lier », substitution qui ne laissait plus aucun doute sur l'intention commune des parties : C'étaient toutes les parties des conventions antérieures qui n'avaient pas été visées comme devant être modifiées qui étaient reprises et résumées dans la nouvelle rédaction.

Le Conseil municipal en délibéra le 29 octobre

1869 et fit droit à la demande en expliquant le motif : « considérant, disait-il, que les changements de rédaction proposés n'apportent aucune modification aux clauses du traité et ont uniquement, pour objet de constater que les nouvelles stipulations ne constituent aucune obligation ni concession nouvelles de la ville de Paris vis-à-vis de la Compagnie parisienne ».

D'autre part, le Conseil d'administration de la compagnie demandait l'addition d'un 54^e article ainsi conçu :

« Les parties expliquent que les stipulations des art. 6 et 53 ci-dessus ne constituent aucune obligation ni concession nouvelle de la part de la compagnie vis-à-vis de la ville, ou réciproquement, mais seulement un mode de règlement nouveau entre la ville et la compagnie du partage auquel la ville a droit en vertu des traités des 23 juillet 1855 et 25 janvier 1861 ».

Le Conseil municipal considérant que l'intention des parties résulterait suffisamment des dispositions du traité décida qu'il n'y avait pas lieu d'admettre l'addition d'un 54^e article.

L'intention commune des parties nous semble donc manifeste. Elles ne se font l'une à l'autre aucune concession nouvelle ; il n'y a que des modifications qui se compensent les unes les autres.

La dépêche préfectorale qui sollicite l'approba-

tion du traité en énumère les avantages et les innovations. Evidemment le décret n'autorisait la ville à faire la substitution du nouveau traité à l'ancien que dans les limites où elle était sollicitée. Or, jamais, on n'a fait entrevoir au gouvernement que la ville de Paris abandonnait son droit à la reprise gratuite de la canalisation, en fin de concession et celui de devenir propriétaire des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts, et par suite, il est impossible que le décret d'approbation ait pu donner à la substitution une portée qu'il n'était pas dans l'intention commune des parties de lui donner.

On ne voit pas dans ces conditions, comment des modifications aussi importantes auraient pu être introduites dans le traité de 1870 par le simple moyen de la prétérition. Pour innover sur des points aussi importants il aurait fallu une stipulation formelle qui n'existe pas.

Sans doute, les membres de phrase qui ne laissent planer aucun doute sur les droits de la ville de Paris ont été supprimés et la compagnie tire argument de cette prétérition pour soutenir ses prétentions. Mais n'est-ce pas ici le lieu d'appliquer l'art. 1156 du Code civil qui décide que l'on doit dans les conventions rechercher la commune intention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

Et d'ailleurs n'est-il pas possible d'expliquer

autrement les modifications apportées à l'art. 51 du traité de 1855? Et si cette prétérition des termes précités est susceptible de deux sens, n'est-il pas plus logique et plus conforme aux règles du droit de l'interpréter dans le sens qui innove le moins sur le *statu quo*, puisque l'intention d'innover sur ce point n'apparaît nulle part dans les travaux préparatoires?

Or, on peut très bien expliquer les modifications de l'art. 51 en supposant chez les rédacteurs du traité l'intention de se reporter aux conventions antérieures, qui, suivant le préambule du nouveau traité de 1870, les lient et continueront à les lier.

La compagnie du gaz objecte que le traité du 7 février 1870 fait seul aujourd'hui la loi des parties.

Sans doute, comme l'a dit le Conseil d'Etat dans son arrêt du 5 avril 1884, ce traité régit seul actuellement la concession de la compagnie; il est en effet aux termes du décret d'autorisation du 15 janvier 1870 un nouveau traité substitué aux anciens traités de 1855 et 1861. Mais le Conseil d'Etat n'a pas voulu dire que ces traités ne pussent servir, si besoin en était, à l'interprétation du nouveau traité et qu'au cas où celui-ci présenterait quelque doute, on ne puisse chercher la commune intention des parties contractantes dans les anciens traités comme dans

les circonstances qui ont accompagné la conclusion du nouveau.

Les rédacteurs de 1870 ont pu d'ailleurs penser qu'il était inutile de laisser subsister les mots sans indemnité et la phrase : « la ville deviendra également propriétaire des usines moyennant un prix fixé à dire d'experts » et qu'il suffisait de se reporter au droit commun et aux principes généraux qui dominent le contrat de concession. Le contrat de concession est un contrat par lequel un entrepreneur s'engage à exécuter et à entretenir un ouvrage en stipulant comme rémunération le droit de l'exploiter en percevant un droit de péage, de transport ou autre redevance suivant un tarif déterminé.

La ville, le département ou l'Etat, qui a recours au système de la concession, y trouve cet avantage de faire exécuter certains travaux publics sans bourse délier et de devenir propriétaire de ces travaux à la fin de la concession. Au lieu de payer l'entrepreneur à prix d'argent, l'Etat ou la ville bat monnaie avec ses droits de puissance publique et autorise l'entrepreneur à percevoir une redevance qu'il aurait eu le droit de percevoir lui-même. Il est donc dans la nature du contrat de concession que les travaux exécutés reviennent gratuitement à l'Etat ou à la ville à la fin de la concession.

Si l'on se reporte aux règles qui régissent les concessions de chemins de fer, le droit commun que

l'on trouve dans le cahier des charges de toutes ces concessions c'est qu'à la fin de la concession, la compagnie concessionnaire est tenue de remettre en bon état d'entretien tous les immeubles qui dépendent de l'exploitation, tels que les bâtiments des gares, des stations, les remises, ateliers et dépôts.

La compagnie est même tenue, si l'État le requiert, de céder les objets mobiliers des stations, l'outillage des ateliers, le matériel roulant, sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts.

Nous ne voyons pas pourquoi il en serait autrement pour les concessions consenties par une ville et pourquoi on ne pourrait pas tirer en faveur de notre thèse un argument d'analogie. On peut même ajouter que la compagnie du gaz a elle même reconnu le peu de fondement de ses nouvelles prétentions, non seulement par les déclarations de ses négociateurs dans les pourparlers échangés, par toute sa correspondance mais encore par ses propres bilans. Voici par exemple, comment dans un document annexé à son rapport de 1890, elle établissait entre la ville les communes suburbaines et elle même, le compte de partage de l'actif du premier établissement.

Actif total : 47.330.447 fr. 65.

Immeubles à partager 235.319.134 fr. 16.

Total : 282.649.581. fr. 81.

Part de la ville :

Canalisation totale 36.860.070,65.

Immeubles à partager : 117.659.567 fr. 08.

Part des communes :

Canalisation totale : 10.470.377.

Part de la compagnie :

Immeubles à partager : 117.659.567. fr. 08.

C'est comme on le voit, la compagnie elle-même qui établit le droit pour la ville de reprendre possession de la canalisation, sans avoir à payer la moindre indemnité puisqu'elle chiffre par néant la valeur de ses propres reprises de ce chef.

Le Conseil de Préfecture de la Seine vient de rendre le 25 mars dernier un arrêté aux termes duquel « en l'absence de tout litige né et actuel entre les parties » l'action ouverte par la ville était irrévocable et celle-ci condamnée aux dépens.

Cet arrêté a l'inconvénient fâcheux de prolonger l'incertitude et de rendre désormais difficile un arrangement que la ville de Paris et la compagnie du gaz auraient eu tout intérêt de conclure.

La situation de la ville devient de plus en plus difficiles, ne sachant quels sont ses droits sur les installations actuelles, elle ne peut compter sur ces installations pour assurer l'exploitation de l'éclairage au gaz à partir de 1906. D'autre part, les prétentions de la compagnie du gaz sont excessives puisqu'elles tendent à faire payer à la ville de Paris le

prix des usines tel qu'il résulte de l'estimation portée à son bilan, prix qui est bien supérieur à la valeur réelle et actuelle de ces usines. La ville doit donc prendre de suite son parti ; 5 années seulement la séparent du terme de la concession et il importe pour elle de ne pas se laisser acculer à cette échéance, ce qui la mettrait à la merci de la compagnie du gaz.

La question de savoir si la ville achètera les usines de la compagnie ou en construira de nouvelles se présente donc d'une façon plus impérieuse que jamais.

Si la ville acquiert les usines actuelles, le chiffre à déboursier sera d'après le bilan établi par la compagnie de $\frac{165.000.000}{2} = 82.500.000$ francs.

Si une entente étant devenue impossible, la ville décide de construire de nouvelles usines elle aura intérêt à se mettre dans une situation plus excentrique loin du centre de consommation afin d'avoir les terrains à meilleur marché. Elle pourra aussi choisir le voisinage d'un fleuve et réaliser ainsi des économies sur les frais de transport. Elle aurait également intérêt à avoir un moins grand nombre d'usines. Une seule serait peut-être trop peu et desservirait assez mal une agglomération comme Paris, mais on pourrait en avoir deux : une dans la région de Saint-Denis et une autre sur les bords de la Seine en amont de Paris.

Ces usines devraient avoir une production égale à celle des usines actuelles, soit 1.800.000 mètres cubes par jour.

M. Lauriol, Ingénieur des services généraux d'éclairage de la ville de Paris estime à 160.000.000 la somme nécessaire à la construction de nouvelles usines. La dépense nette, déduction faite de la somme à provenir de la vente des terrains des usines actuelles serait de :

$160.000.000 - 15.000.000 = 145.000.000$ de francs.

Dans le cas où la ville se déciderait à construire des nouvelles usines, elle aurait donc à déboursier 62.500.000 francs de plus, mais elle serait alors en possession d'un matériel neuf, d'usines construites d'après les derniers perfectionnements qui représenterait si on le comparait à l'ancien matériel une valeur en plus de 70.000.000.

M. Lauriol en conclut que la construction d'usines nouvelles serait sensiblement équivalente, tout compte fait, à l'achat des usines actuelles dans les conditions formulées par la compagnie. L'achat des usines actuelles serait au contraire plus avantageux si l'on obtenait amiablement ou par voie de justice des diminutions de prix qu'il est fort raisonnable de demander.

De toute façon l'achat des usines actuelles aurait l'avantage de diminuer de 80.000.000 de francs au minimum les sommes à emprunter.

Au point de vue de la bonne marche du service, la construction d'usines nouvelles et leur substitution brusque aux usines anciennes pourraient causer des troubles sérieux et des augmentations de dépenses, au moins pendant les premiers temps. La canalisation raccordée sur les usines anciennes devra être tout d'un coup raccordée avec les usines nouvelles, opération difficile à réaliser sans interruption dans le service et sans gêne pour le public.

Il faut donc considérer la construction d'usines nouvelles comme la dernière ressource, l'ultima ratio à laquelle on ne devra recourir que si l'acquisition des usines actuelles était décidément impossible à des conditions raisonnables.

CHAPITRE IV. — Examen critique des différents systèmes. — Avantages et inconvénients de la concession.

Les multiples et importantes difficultés qui se sont élevées entre la ville de Paris et la compagnie du gaz sur l'exécution du traité de 1870 et des traités antérieurs ont jeté un jour défavorable sur le système de la concession.

La concession a certainement des avantages. N'exigeant aucune mise de fonds de la part de la commune, elle ne l'expose pas à s'endetter et lui fait acquérir sans bourse délier la propriété d'ouvrages de grande valeur.

Elle a aussi cet avantage de soustraire la commune aux difficultés, aux risques des entreprises commerciales et aux conséquences fâcheuses de l'inexpérience de ses agents.

Mais les traités de concessions présentent par contre de graves inconvénients. Leur principal est d'aliéner pour longtemps la liberté de la commune. Poursuivant avant tout un but commercial et agissant dans un esprit de spéculation, les concessionnaires se préoccupent d'abord de faire passer leurs intérêts propres avant ceux de la ville et du consommateur. Exigeant le plus de garanties possibles pour assurer leur gain, ils tâchent d'obtenir une concession d'une longue durée qu'ils prolongeront le plus longtemps possible. Etant appelés à percevoir une redevance sur les particuliers qui utiliseront leurs travaux et leur demanderont le gaz, ils tachent de faire accepter le tarif le plus élevé et qui soit susceptible de leur donner les plus gros bénéfices.

Guidés toujours par cet esprit de lucre ils se prêtent difficilement aux perfectionnements incessants que comporte l'exploitation. Les progrès nouveaux nécessitent des dépenses ; les essais, les expériences sont coûteuses et le concessionnaire hésitera presque toujours à les mener à bonne fin.

En acceptant de se lier pour une longue durée, la commune ne peut pas prévoir les circonstances qui pourront dans la suite modifier profondément les

conditions de l'industrie. Si ces circonstances sont favorables, le concessionnaire encaissera de gros bénéfices sans que le public en profite. Si au contraire elles sont défavorables, la compagnie ne pourra plus exploiter et fera faillite à moins que le concédant n'accorde de nouvelles conditions. Le public souffrira ainsi des circonstances défavorables et ne profitera pas des aléas heureux.

La plupart des villes ne se sont malheureusement pas laissées arrêter par ces inconvénients. Elles se sont imaginé à tort que les risques de l'entreprise étaient plus grands qu'ils ne le sont en réalité. Elles ont aussi été alléchées par les avantages financiers que les compagnies leur ont fait habilement entrevoir au profit de la caisse municipale : c'est ainsi que dans la plupart des concessions, les compagnies ont consenti de grandes diminutions sur le prix du gaz consommé pour l'éclairage public. Dans quelques villes, par exemple à Saint-Etienne on a même fait entrevoir la gratuité de l'éclairage public pour les dernières années de la concession. De même, beaucoup de compagnies ont accepté d'introduire dans leurs traités de concession des clauses de partage des bénéfices par lesquelles la ville participe dans une certaine mesure et à certaines conditions aux résultats de l'exploitation.

Attirées par tous ces avantages, les villes n'ont

pas hésité à engager les générations à venir et à consentir des concessions de longue durée.

Le partage des bénéfices soit avec la ville (traité de la ville de Paris avec la compagnie du gaz) soit avec le public (Sliding scales de Londres) atténue les inconvénients de la longue concession, mais ne les fait pas disparaître. On a proposé aussi de réduire la durée de la concession ; mais alors, le concessionnaire ayant peu de temps pour amortir est obligé de maintenir des prix élevés et ne peut consentir des conditions avantageuses pour la ville et le consommateur. Il n'a alors aucun intérêt à faire progresser son exploitation ni à faire des travaux un peu considérables dont il n'aura pas le temps de tirer parti ; il se borne à réaliser pour le moment le plus de bénéfices avec le moins de frais possibles.

Il y a un autre moyen d'atténuer les inconvénients d'une longue concession. Ce moyen consiste dans l'insertion d'une clause de rachat dans le traité de concession.

Le droit de rachat nous apparaît comme un correctif à l'abandon de certains droits de puissance publique que la commune fait aux concessionnaires. Il permet de vaincre les résistances du concessionnaire lorsque l'utilité commune l'exige, par exemple lorsqu'il s'agit d'adopter des procédés nouveaux, des perfectionnements nécessaires au bien être public.

Ce droit de rachat est la conséquence nécessaire du caractère essentiellement révocable de l'acte de concession. Nous avons vu au cours de notre travail (1) qu'à cet acte de concession est venue s'adjoindre une convention annexe qui a donné naissance à des droits personnels à l'encontre de la ville et au profit de la compagnie concessionnaire. La révocation quoique toujours possible ne peut plus être pure et simple et ne se produira que moyennant une indemnité.

Le droit de rachat nous apparaît donc comme essentiel à la concession ; nous en concluons qu'alors même il n'aurait pas été stipulé la ville, pourrait néanmoins l'exiger. Ce droit de rachat existe d'ailleurs aujourd'hui dans le cahier des charges de presque toutes les concessions de chemins de fer dont il forme le droit commun. Nous pouvons tirer un argument d'analogie de ce qui se passe pour l'Etat et l'appliquer aux concessions consenties par les villes ; nous ne voyons pas pourquoi les choses se passeraient pour elles autrement que pour l'Etat.

Toutefois il faut reconnaître que si la clause de rachat atténue dans une certaine mesure les inconvénients d'une longue concession, elle diminue par contre l'intérêt que le concessionnaire trouve à bien exploiter et à perfectionner son industrie. Plus il aura diminué son prix de revient et développé sa

1. Page 34.

clientèle, plus la ville sera portée à racheter ou à exiger des avantages nouveaux.

Régie avec société fermière.

A coté de la concession nous trouvons tenant le milieu entre la concession et la régie directe, le système de la régie avec société fermière, c'est le système que l'on propose actuellement à la ville de Paris pour remplacer à l'expiration de la concession la compagnie parisienne de l'éclairage et du chauffage par le gaz à laquelle une compagnie fermière serait substituée.

Dans ce système, la ville de Paris acquiert les usines actuelles et prend à sa charge les travaux du premier établissement qui seront ultérieurement nécessaires. Elle loue le tout à une société fermière qui fournit le fonds de roulement et se charge de l'exploitation suivant des conditions déterminées en ce qui concerne les tarifs, les redevances et le partage des bénéfices. Le fonds de roulement ne s'usant pas, la société le retrouve en fin d'exploitation avec sa valeur primitive et n'a pas à en prévoir l'amortissement. Dans ces conditions, les termes peuvent être très courts et la ville retrouve à chaque terme sa liberté d'action pour régler les tarifs au mieux des intérêts du public.

Voici d'ailleurs l'économie du projet que M. Am-

broise Rendu a présenté sur ce point au Conseil municipal de Paris :

A partir du 1^{er} janvier 1906, une compagnie fermière se chargera de l'exploitation des usines de la compagnie du gaz devenues la propriété de la ville de Paris, moyennant le paiement par la ville de la part d'actif de la compagnie évaluée à 120 millions.

La compagnie fermière paiera à la ville à titre de location, une somme de 12 millions par an.

Elle livrera le gaz aux particuliers à 0 fr. 20. Il lui sera alloué une rémunération de 0 fr. 01 par mètre cube livré à la consommation.

Sur les bénéfices réalisés, la compagnie fermière paiera les annuités d'amortissement afférentes à l'emprunt qu'elle aura contracté en vue de l'abaissement du prix du gaz de 1901 à 1905.

Les bénéfices seront ensuite répartis de la manière suivante :

A la ville, 80 0/0.

A la compagnie fermière, 10 0/0.

Au Personnel, 10 0/0.

Le système de la régie avec compagnie fermière présente comme les concessions à court terme ou les concessions rachetables, l'inconvénient de ne stimuler que faiblement le fermier à développer et perfectionner son industrie.

Comme le dit M. Lauriol Ingénieur de la ville de

Paris, dans un rapport adressé au Conseil municipal, bien des perfectionnements commencent par peu rapporter, quelquefois par donner une perte, même si les capitaux ne sont grevés que d'un intérêt simple. Une conduite montante est établie gratuitement dans un immeuble ; la compagnie est grevée immédiatement de l'intérêt du capital dépensé ; mais la clientèle ne vient que peu à peu. Le fermier possédant seulement un bail à court terme n'aura souvent que les désavantages du perfectionnement. Il sera donc peu porté à le favoriser. Au lieu d'une exploitation réellement commerciale dans le bon sens du mot et progressiste, on risque de n'avoir qu'une exploitation routinière vivant au jour le jour.

Pour être à l'abri des crises faisant brusquement varier les prix du charbon il faut pouvoir passer des traités à long terme. Une société fermière sera dans l'impossibilité de passer ces traités.

Le système de la régie avec compagnie fermière sera aussi la source de multiples difficultés entre la compagnie fermière et la ville de Paris. S'agit-il d'adopter des procédés plus perfectionnés, de modifier les travaux du premier établissement, de les transformer ou d'en exécuter de nouveaux les difficultés ne tarderont pas à s'élever. Le fermier qui n'aura pas à amortir les capitaux, mais seulement à en payer l'intérêt simple trouvera facilement l'ou-

tillage insuffisant, défectueux et en demandera l'amélioration : la ville au contraire qui en fera les frais hésitera à exécuter les travaux demandés.

La campagne fermière devra entretenir les installations dont elle n'est que locataire et les rendre en bon état à l'expiration du bail. Les vérifications à ce sujet seront peu faciles.

En résumé, si le système de la régie avec compagnie fermière laisse à la ville sa liberté d'action à des intervalles assez rapprochés, par contre elle l'oblige à une immixtion constante dans les affaires de la compagnie fermière au risque de soulever de nombreuses difficultés et ne stimule que fort peu l'entrepreneur dans la voie du progrès.

Système de la régie directe.

Au lieu de confier à un tiers l'exploitation de l'éclairage et du chauffage par le gaz, la ville peut régir elle-même cette entreprise.

Possibilité en France du système de la régie directe.

On a souvent contesté à la ville le droit de gérer elle-même une entreprise de ce genre et le Conseil d'Etat consulté s'est toujours montré hostile au système de la régie directe. Voir notamment avis Conseil d'Etat section de l'Intérieur du 7 juin 1877 (ville de Roubaix).

Une exploitation de gaz est dit-on une entreprise commerciale. Soumise aux variations du marché, tant pour l'achat de ses matières premières que pour la vente de ses sous produits, elle est en outre exposée par son débit dans les centres industriels aux influences des circonstances économiques. En exigeant des conditions indispensables de vigilance et d'habileté commerciale elle comporte des chances incertaines de succès.

A supposer qu'une commission soit chargée d'une pareille exploitation, elle n'aurait aucune des responsabilités que la loi fait peser sur les administrateurs des sociétés de commerce ; en cas d'insuccès les pertes provenant d'une pareille exploitation retomberaient peut-être lourdement à la charge de la ville.

Les garanties dont les règles administratives ont entouré les marchés et traités passés par les communes feraient défaut à une entreprise de cette nature ; ses opérations quotidiennement renouvelées échapperaient forcément au contrôle de l'autorité supérieure.

Se basant sur toutes ces considérations, le Conseil d'Etat par sa décision du 7 juin 1877 refusait d'émettre un avis favorable sur une demande en autorisation formulée par la ville de Tourcoing en vue de contracter l'emprunt nécessaire à l'exploitation par la ville de l'éclairage au gaz. Peut-être

qu'en l'absence d'un emprunt, l'avis du Conseil d'Etat eut été différent. Au cours des débats qui eurent lieu en janvier dernier au Conseil municipal de Paris sur la question de l'abaissement du prix du gaz le Ministre de l'Intérieur consulté répondait au Préfet de la Seine que « la jurisprudence administrative s'opposait en principe à ce que les villes puissent exploiter directement des établissements industriels tels que les usines à gaz. Toutefois il inclinait à penser qu'au point de vue légal, l'exploitation directe ne rencontrerait pas d'obstacle absolu, si la ville ne pouvait traiter avec un concessionnaire ou si elle ne pouvait le faire qu'à des conditions onéreuses.

Il ajoutait qu'une autorisation expresse et spéciale ne paraissait pas nécessaire à ce sujet. Cette autorisation résulterait implicitement de l'approbation donnée par les pouvoirs publics soit à l'emprunt que la ville aurait à contracter ; soit à l'acquisition des terrains nécessaires ; soit aux crédits proposés au budget pour les dépenses du service. Le Ministre de l'Intérieur déclarait d'ailleurs en terminant qu'il était disposé à provoquer l'avis du Conseil d'Etat sur les propositions qui lui seraient faites par le Conseil municipal.

Nous ne croyons pas qu'il existe dans notre législation une disposition qui puisse empêcher une ville

(1) Voir *Bulletin municipal officiel*, du 26 janvier 1901.

d'assurer un service public tel que celui de l'éclairage au gaz.

Sans doute, le gouvernement aurait la faculté de l'en empêcher en refusant son approbation, le Conseil d'Etat consulté sur la nécessité de cette approbation pourrait émettre un avis défavorable ; mais le contraire pourrait aussi arriver et ce serait le cas, comme le dit la lettre du Ministre de l'Intérieur, si la ville ne pouvait traiter avec un concessionnaire ou ne pouvait le faire qu'à des conditions onéreuses.

La commune en vertu des droits de puissance publique qui lui sont délégués par l'Etat, peut seule créer un service public et devrait seule avoir le droit de le remplir. C'est un principe de droit public que les droits de puissance publique ne peuvent être exercés que par l'Etat ou par la commune qui est dépositaire d'une partie de cette puissance.

Des nécessités pratiques ont pu porter atteinte à ce principe ; nous avons vu que la commune pouvait concéder à un tiers ; particulier ou société, l'exercice du monopole de l'éclairage par le gaz. Mais on ne voit pas comment la faculté qu'elle a de confier l'exercice de ses droits à un tiers pourraient l'empêcher d'exercer elle-même son droit, dans les cas où cela lui sera possible. On ne peut pas logiquement concevoir que la ville ne puisse exercer elle-même un droit dont elle peut confier l'exercice à un tiers.

En fait, un grand nombre de villes et notamment

la ville de Paris régissent elles-mêmes leur service des eaux.

On objecte il est vrai qu'on ne peut pas invoquer cet exemple, puisque l'objet de ces concessions est un produit naturel de qualité toujours égale et qui ne peut éprouver de variations brusques et importantes, ni dans son prix de revient, ni dans sa consommation.

Mais ce n'est pas là les seules exploitations qu'admette la jurisprudence administrative. Elle accepte très bien qu'une ville exploite un casino, un théâtre, or n'est-ce pas là une exploitation présentant au plus haut degré le caractère commercial ?

D'ailleurs en France même, il y a un certain nombre de villes où le gaz se fabrique en régie : Grenoble, Mamers, Amboise, Montreuil-sous-Bois, etc. Or, Paris mieux outillé et ayant des ressources plus puissantes pourrait certainement réaliser ce que d'autres communes beaucoup moins importantes ont déjà su mettre en pratique au plus grand profit de leurs intérêts municipaux (*Bulletin municipal officiel de la ville de Paris* du 26 janvier 1901).

*Avantages et inconvénients du système de la régie
directe.*

Ce système dit-on, favorise outre mesure l'augmentation du nombre des fonctionnaires et pré-

sente les inconvénients du fonctionnarisme développé à outrance.

L'individu embrigadé dans ces services, impuissant à prendre aucune décision par lui-même perdra tout esprit d'initiative. N'étant plus stimulé par le ressort de l'intérêt personnel, il n'aura plus qu'à se laisser vivre se désintéressant de son service et ne faisant juste que ce qu'il faut pour ne pas encourir les reproches de ses chefs.

« L'extension du monopole des communes écrit à cet égard M. Leroy Beaulieu (1), nous apparaît dangereuse, et au point de vue économique et au point de vue politique et au point de vue moral : ce serait une cause d'affaiblissement de l'esprit d'entreprise, des libertés publiques et de l'indépendance individuelle ».

Une ville dit-on, ne doit pas plus se faire marchande de gaz qu'elle ne doit vendre du pain ou de la viande en créant des boulangeries ou des boucheries municipales.

Nous rencontrons, on le voit ici, les arguments que les économistes orthodoxes, opposent à l'école socialiste. Nous n'aborderons pas l'examen de ces différentes théories et nous ne nous attarderons pas à les discuter, cela nous entraînerait trop loin et n'entrerait d'ailleurs pas dans le cadre de cette étude.

1. *Etat moderne et ses fonctions*, pages 239 et s.

Sans prendre parti pour ou contre les boucheries ou boulangeries municipales, nous pensons qu'en dehors de toute discussion théorique, il y a de bonnes raisons pour que la ville s'établisse marchande de gaz. C'est elle qui doit assurer le service de l'éclairage public et par la force des choses, la canalisation établie pour l'éclairage public passe dans toutes les rues, à la porte de toutes les maisons particulières. Il est bien plus économique dès lors d'établir des branchements sur cette canalisation que d'en construire une autre à grand frais. Il résulte de cette situation de fait que la ville est mieux outillée que tout autre pour pourvoir à l'éclairage privé.

D'ailleurs cet abus du fonctionnarisme que l'on redoute tant, n'existe-t-il pas aussi dans ces grandes sociétés financières qui ont à leur tête un directeur et un Conseil d'administration tout puissant ? L'indépendance du personnel de ces compagnies est certainement moindre que celle des employés de la ville. La condition indispensable pour rentrer et rester dans ces compagnies est de plaire aux membres du Conseil d'administration.

L'esprit d'initiative y fait tout autant défaut ; une décision tant soit peu importante ne peut être prise sans une délibération du Conseil d'administration, voire même d'une assemblée générale des actionnaires. Sans doute nous répond-on, les administra-

teurs de ces sociétés sont liés par les statuts et ne peuvent engager la société que dans les conditions déterminées par eux, mais ces statuts rédigés dans un but commercial sont conçus dans un esprit plus large que les règlements administratifs, Le Directeur d'une pareille compagnie peut passer des traités de gré à gré. Disposant sur ce point d'une assez grande liberté d'action il se mettra au courant de la situation des marchés et pourra ainsi soustraire son exploitation aux conséquences des variations de prix de la matière première.

En ce qui concerne la vente de sous-produits, il ne sera pas lié par un tarif immuable, et modifiant au besoin ses prix il se mettra à même de soutenir la concurrence des fabricants de produits chimiques et des marchands de coke. Tenant compte des besoins de la consommation, il évitera de jeter sur le marché une trop grande quantité de ces sous-produits. Il modifiera au besoin le traitement de ces sous-produits et en recherchera et multipliera les débouchés afin d'éviter les encombrements. Le fonctionnaire si expérimenté qu'on le suppose ne pourra jamais atteindre ce résultat.

Les villes ne peuvent pas avec les règlements administratifs auxquels elles sont strictement soumises, faire des marchés avantageux. L'expérience de tous les jours est là pour le démontrer. Les opérations commerciales exigent un certain mystère, une pré-

vision des événements, une continuité d'efforts qui sont incompatibles avec le système de l'adjudication auquel devrait avoir forcément recours le fonctionnaire, directeur d'une exploitation commerciale. Il n'a pas à se préoccuper de rechercher la houille à bon marché puisque les règlements lui défendent de passer des traités de gré à gré. De même pour la vente des sous-produits, il sera lié par un tarif immuable fixé par l'autorité municipale et ne pourra pas ainsi se plier aux exigences du commerce.

On objecte enfin que la ville à la tête d'une exploitation de gaz se laissera guider par des préoccupations politiques et électorales. Elle favorisera au point de vue de l'éclairage certains quartiers au détriment d'autres, qui auront moins bien mérité de la politique du Conseil municipal actuel. Poussé toujours par cet intérêt électoral, le Conseil municipal tendra à la diminution progressive des tarifs. Avec l'exploitation directe par la commune on en arrivera facilement à considérer la redevance payée en retour du gaz fourni comme un impôt perçu sur le public et on aura une tendance marquée à accorder la gratuité de ces services.

On peut aussi craindre que pour éviter des pertes ou pour grossir ses gains, une ville transformée en entrepreneur d'éclairage, ne soit amenée à négliger les services auxquels elle doit pourvoir ou à exagérer les prix des abonnements. Dans le système de

la concession, au contraire, rien ne fait obstacle à la surveillance de l'autorité publique et aux droits de contrôle que la ville exerce à l'égard des compagnies de gaz, pour assurer conformément au cahier des charges la qualité des produits, la régularité des services publics et privés et l'observation des tarifs.

Nous croyons au contraire que l'exploitation directe est soumise à un contrôle plus effectif et plus direct que celui qui existe dans le système de la concession. Les contrôleurs ici, sont les habitants de la commune eux-mêmes. Les administrateurs de la société ne sont responsables que vis-à-vis de leurs actionnaires, la commission municipale qui serait chargée de l'exploitation du gaz le serait vis-à-vis de tous les citoyens.

Quant aux préoccupations politiques et électorales de la ville ; quant à la suppression des tarifs que l'on redoute, on peut répondre que le service de l'éclairage ne serait pas le seul qui donnerait lieu à la perception d'une taxe. Le service des eaux, celui de balayage donnent lieu à la perception de droits assez forts dont nul n'a songé jusqu'ici à demander l'abrogation. Au contraire, il y a là une forme de l'impôt qui nous semble très recommandable et qui présente clairement aux yeux de tous, ce caractère que devait revêtir tout impôt d'après les principes de la Constituante, d'apparaître comme la rémunération d'un service rendu.

L'inégalité que l'on redoute pour les différents quartiers de la ville ne saurait exister pour l'éclairage privé ; il est en effet, e dprincipe que lestarifs doivent être généraux et uniformes. Cette inégalité ne pourrait donc se produire qu'en ce qui concerne l'éclairage public mais elle est aussi à craindre dans le système de la concession, puisque la compagnie est tenue de se soumettre entièrement aux indications qui lui sont faites sur ce point par l'administration et le Conseil municipal.

On a vu un inconvénient bien plus grave se produire à cet égard dans le système de la concession et les compagnies n'établir des canalisations que dans les quartiers prospères dans leur commerce et renfermant une population riche, capables de leur procurer le bénéfice de gros dividendes. Les quartiers pauvres étaient sciemment mis de côté et laissés dans l'ombre.

La ville il est vrai ne se laissera pas guider par cet esprit de spéculation ; elle fera de moins gros bénéfices, mais qui oserait se plaindre que la ville soit portée à se préoccuper davantage de l'intérêt général et qu'elle ait avant tout le souci de perfectionner les conditions d'hygièneet d'assurer le bien-être de tous ses habitants riches ou pauvre sans exception ?

Quant à l'objection qui consiste à dire que les règlements administratifs actuels sont trop étroits

et ne laisseraient pas au fonctionnaire directeur d'une exploitation communale, une liberté d'action suffisante pour mener l'entreprise à bonne fin, on peut répondre que rien n'empêche de modifier sur ce point ces règlements et de les mettre en harmonie avec les besoins nouveaux. La seule précaution qu'il y aurait à prendre serait d'augmenter la responsabilité de ces fonctionnaires en même temps que leur liberté et leurs pouvoirs auraient grandi.

D'ailleurs, nous ne répondrons pas par des arguments d'école aux adversaires du système de la régie directe. Si nous examinons les résultats produits par ce système à l'étranger et notamment en Angleterre, nous constatons :

1° Que les communes qui ont exploité directement leur service d'éclairage, ont fait des bénéfices ;

2° Que dans toutes ces communes, le prix des produits fournis et des services rendus a subi de notables diminutions.

Dans un grand nombre de villes étrangères, à Bruxelles, à Bâle, Zurich, Genève, Hambourg, Leipzig, Berlin, Königsberg, Stockholm, Copenhague, Christiana, Vienne, Trieste, pour ne citer que les principales, la municipalisation du gaz est une chose acquise.

A Bruxelles, la ville fournit le gaz à 10 centimes pour l'industrie et à 13 et 14 centimes pour l'éclairage. Bruxelles s'éclaire gratuitement et porte en-

core à son budget du chef des recettes du gaz, une somme de 2 millions et demi environ. En Italie, Milan paie le gaz 20 centimes, Gènes 25 centimes.

En Allemagne, les villes gèrent souvent elles-mêmes par voie de régie, les entreprises de distribution de gaz. Cependant, bien que le prix de revient soit de 10 centimes, le gaz est vendu aux particuliers environ 20 centimes à Leipzig 22 centimes, 50 ; à Mayence 25 centimes.

La ville de Berlin exploite elle même l'éclairage au gaz ; elle possède 5 grandes usines municipales représentant un capital de 70 millions. La municipalité de Berlin a été une des premières à favoriser l'emploi du moteur à gaz et actuellement le mètre cube de gaz est vendu à 10 pfennigs quand le gaz est destiné à actionner les moteurs. Il en est de même du gaz destiné au chauffage. L'éclairage coûte 0,15 pfennigs. Ces prix sont diminués progressivement et suivant l'importance de la consommation. Pour augmenter le nombre des abonnés, la ville loue à des prix très réduits, les compteurs et fourneaux à gaz. La consommation du gaz a en effet augmenté dans des proportions extraordinaires (1). En 1885, elle était de 58 mètres cubes par habitant ; en 1898 elle est passée à 79 mètres cubes. En 1897, la consommation a atteint près de 90 millions de mètres cubes dont 75 millions pour l'éclairage.

1. Voir Raffalovich : *l'Eclairage à Berlin*.

Une enquête très sérieuse a été faite en Angleterre auprès de plusieurs grandes villes, elle nous montre clairement les avantages qu'une ville peut retirer du système de la régie directe (1).

Birmingham a été la première ville qui ait pratiqué l'exploitation directe des grands services communaux. Son premier acte à cet égard fut de racheter la concession de l'éclairage au gaz. Elle paya à cet effet la somme de 450.000 livres sterling pour la propriété de la « Birmingham gas Light and coke company » et des annuités de 10 0/0 aux actionnaires de la « Birmingham and Staffort gas light company » sur 320.000 livres sterling de son capital et 7 0/0 sur 350.000 livres sterling. Au total, le rachat se traduit pour elle par une charge annuelle de 58.200 livres sterling. Les auteurs de ce projet comptaient sur un bénéfice de 15.000 à 20.000 livres sterling la première année et estimaient, en tenant compte de l'augmentation normale de la consommation du gaz, que ce bénéfice se chiffrerait dans le délai de quatorze ans par un gain annuel de 70.000 livres sterling. La proposition parut si raisonnable au Conseil qu'une seule voix s'éleva pour protester contre le rachat. Actuellement, les prévisions ayant été complètement réalisées, on trouverait difficilement dans Birmingham, un contribuable opposé à

1. Voir Dolman : *Municipalités et work*.

la municipalisation. La première année en effet, le profit était de 34.000 livres sterling ; en 1889 c'est-à-dire 14 ans après le rachat, le bénéfice net était de 70.337 livres sterling. En outre le prix du gaz avait baissé.

A Manchester, la cité du laissez faire et du laissez passer, les résultats financiers des entreprises communales sont également favorables. En 1893, la ville faisait un bénéfice net de 30.589 livres sterling pour l'éclairage au gaz.

Les résultats sont les mêmes à Liverpool, Glasgow.

A Bradford, le rachat de la concession de l'éclairage était réalisé dès l'année 1869 et le 31 mars 1894, toutes charges payées, Bradford faisait sur le gaz un profit de 373.609 livres sterling soit plus de 16.000 livres par an et elle abaissait le prix du gaz de 3 s. 6 d. les 1000 pieds cubes (1873) à 2 s. 3 d. (1894).

Dans les cités anglaises qui ont municipalisé le service de l'éclairage, le gaz est vendu en moyenne 0 fr. 10 le mètre cube (1). A Londres le gaz est vendu aux particuliers à 0 fr. 15 centimes environ le mètre cube. Londres n'a pas en effet municipalisé son service de l'éclairage au gaz. Trois compagnies privées se partagent l'éclairage de la ville et sept celui de la

1. Voir les prix de vente des différentes villes dans le *local government Journal* 13 janvier 1900, page 27.

banlieue. Elles sont nanties de concessions perpétuelles et n'ont pas à faire participer la ville à leurs bénéfices, ni à lui payer une indemnité. Elles sont tenues seulement de procurer aux consommateurs un abaissement de prix proportionnel au chiffre de leur dividende. La ville ne pourrait recourir au rachat de ces concessions qu'avec le consentement des intéressés ; le seul moyen qu'elle aurait de vaincre leurs résistances serait de recourir à l'expropriation. Ces chiffres prouvent d'une façon péremptoire que les villes ont tout intérêt à adopter le système de la régie directe. C'est le système qui en théorie, répond le mieux aux vrais principes. La libre concurrence est en effet impossible par suite des inconvénients pratiques qu'entraînerait avec elle la multiplicité des canalisations sous la voie publique. On aboutit forcément à un monopole. Il nous apparaît dès lors plus logique que la commune exploite elle même ce monopole au lieu d'en concéder l'exercice à une compagnie financière. Le seul souci de la ville sera en effet d'exercer son droit en faveur du public ; d'augmenter les conditions d'hygiène et le bien être de ces habitants. Une compagnie financière au contraire sera avant tout guidée par l'esprit de spéculation et fera fatalement passer ses intérêts avant ceux de la ville et du consommateur,

D'ailleurs, l'établissement de canalisations sous la voie publique est un acte de gestion domaniale

qui suppose l'exercice de la puissance publique ; or c'est un principe de droit public que les droits de puissance publique ne peuvent être exercés, que par l'autorité qui est investie.

Ces quelques considérations théoriques et surtout les résultats heureux du système de la régie directe à l'étranger, nous fait souhaiter de le voir s'introduire en France et s'y acclimater.

Sans doute, il suppose, comme condition première une grande honnêteté et une certaine indépendance dans l'administration de la commune, mais nous ne croyons pas qu'à cet égard, la commune française comparée à ses voisines présente quelque infériorité.

VU :

Par le président de la thèse,
SAUZET

VU :

Par le doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur, de l'Académie de Paris,
GRÉARD

ANNEXE

Traité du 7 février 1870

(Extrait)

ARTICLE PREMIER

La concession faite à la Compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, par les deux traités passés avec la ville de Paris les 23 juillet 1855 et 25 janvier 1861, du droit exclusif de conserver et d'établir des tuyaux pour la conduite du gaz d'éclairage et de chauffage sous les voies publiques conformément aux arrêtés de M. le Préfet de la Seine continue à subsister aux clauses, charges et conditions ci-après.

ART. 2

Cette concession, dont la durée est fixée par le traité du 23 juillet 1855 à cinquante années, qui ont commencé le 1^{er} janvier 1856 et finira le 31 décembre 1905.

.

ART. 4

Pendant toute la durée de la concession, l'Administration

aura également le droit d'autoriser des essais d'éclairage et de chauffage par tous les systèmes qui pourront se produire dans une limite de 1,000 mètres de longueur de voie publique par chaque essai, sans que l'exercice de ce droit puisse donner lieu à aucune indemnité en faveur des concessionnaires.

ART. 5

Le droit de location des parties du sous-sol de la voie publique occupées par les tuyaux de la Compagnie, établi par l'arrêté de M. le Préfet de la Seine en date du 30 octobre 1844, est fixé, à titre d'abonnement, à la somme de deux cent mille francs pour chacune des cinquante années de la concession, et cela indépendamment de la redevance de 2 centimes stipulée à l'article 8, ci-après.

Cet abonnement sera porté à 250,000 francs lorsque la consommation par mètre courant de conduite, dans la zone annexée, sera reconnue égale à celle qui existait dans l'ancien Paris au 1^{er} janvier 1869, qui est de 148 m. c , par mètre courant de conduite.

Il sera tenu, à cet effet, une comptabilité séparée pour les consommateurs de l'ancien Paris et pour ceux de la zone annexée.

ART. 6

La Compagnie ne pourra demander d'augmenter son capital en actions au-delà de 84 millions de francs, qu'après avis du préfet de la Seine et du Conseil municipal.

A dater du 1^{er} janvier 1869, la ville de Paris a droit, par anticipation de l'époque fixée par les traités ci-dessus rappelés, mais après les prélèvements dont il va être parlé, à la moitié des bénéfices réalisés par la Compagnie.

Le compte de ces bénéfices sera réglé conformément aux statuts de la Société.

Avant tout partage des bénéfices, il sera prélevé :

1° Les sommes nécessaires pour annuités d'amortissement des actions et obligations émises ou à émettre ;

2° La retenue actuellement fixée pour la réserve par les statuts ;

3° Une somme pour dividende et intérêts des actions, fixée à 12.400.000 francs jusqu'en 1887 inclusivement, et à 11.200.000 francs du 1^{er} janvier 1888 à la fin de la concession.

Dans le cas où les bénéfices d'une année seraient inférieurs au prélèvement attribué à la Compagnie, elle supporterait le déficit et ne pourrait en exiger le rappel sur les bénéfices des exercices suivants.

A la fin de la concession et par l'effet même de l'action complète de l'amortissement des actions et obligations, le produit de l'actif mobilier et immobilier de la Compagnie et le montant de la réserve statutaire de 2 millions de francs feront partie des bénéfices à partager.

Il est entendu que les sommes payées par la Compagnie antérieurement à l'année 1869 pour l'amortissement de ses obligations, ainsi que le prélèvement opéré pour la constitution de la réserve, ne peuvent donner lieu à aucune répétition contre la ville de Paris, à l'époque du partage.

La ville de Paris demeure complètement quitte et libérée des sommes à sa charge pour l'éclairage de la zone annexée, les art. 4, 5 et 6 du traité du 25 janvier 1861 étant annulés à dater du 1^{er} janvier 1869.

.

ART. 8

Les usines à gaz et les usines annexes de la Compagnie qui se trouvent comprises dans les limites de Paris, et notamment celles qui servent au traitement des goudrons, des eaux ammoniacales et produits chimiques, des cokes et la briquetterie, ou les entreprises nouvelles qui y seront établies, avec l'autorisation du Préfet de la Seine, seront considérées comme entropôt réel pendant toute la durée de la concession, c'est-à-

dire qu'elles se trouveront dans le même cas que si elles étaient situées en dehors des limites de l'Octroi, en tout ce qui concerne les objets ci-après spécifiés.

.

ART. 11

L'éclairage sera fait par le gaz extrait de la houille.

Il ne pourra être employé d'autre gaz sans le consentement formel et par écrit du Préfet de la Seine, après délibération du Conseil municipal.

Le gaz sera parfaitement épuré et son pouvoir éclairant devra être tel, que, sous la pression de 2 à 3 m/m d'eau, l'éclat d'une lampe carcel brûlant 42 grammes d'huile de colza épurée à l'heure, puisse être obtenu avec une consommation de 105 litres de gaz à l'heure, en moyenne.

.

ART. 12

Au commencement de chaque année, l'Administration remettra à la Compagnie un état d'indication approximatif des canalisations à faire, pendant cette année, dans toute l'étendue de la Ville, mais, dans cette période, celle-ci continuera les canalisations qui auraient été demandées antérieurement.

La Compagnie ne pourra être requise de commencer des canalisations que deux mois après la remise de cet état ; les réquisitions devront être faites au moins cinq jours d'avance, à moins de cas de force majeure ; auquel cas de délai sera fixé par l'Administration.

Il ne pourra être exigé plus de 500 mètres de canalisation par jour.

L'Administration, après avoir entendu la Société, pourra prescrire, soit dans la direction des conduites, soit dans la dimension des tuyaux, toutes les modifications successives que lui paraîtra exiger la bonne exécution du service.

La Compagnie sera tenue de poser deux conduites sous les trottoirs, dans toutes les voies à canaliser ayant 14 mètres de largeur et au-dessus, et dans celles qui recevront une chaussée en asphalte comprimé, quelle que soit leur largeur.

.

ART. 14

Pour assurer les services publics et particuliers dont elle est chargée, la Société aura constamment en magasin, ou en cours de transport, d'un approvisionnement d'un mois en matières premières destinées à la fabrication du gaz.

Cet approvisionnement pourra être réduit à 15 jours, avec l'autorisation du Préfet de la Seine, sur la demande de la Compagnie.

Eclairage public

ART. 15

Cet éclairage comprend :

Toutes les voies publiques existantes et celles qui pourront être créées, les bureaux de voitures, les urinoirs et les kiosques ;

Les galeries et cours du Palais-Royal livrées au public ;

Les rues et passages particuliers livrés journellement à la circulation des voitures et des piétons ;

Les fournitures du gaz des illuminations au compte de la Ville, en totalité ou en partie ;

L'Hôtel-de-Ville, la Préfecture de Police, les Mairies, les Commissariats et les Postes de Police, les Corps de Garde, les Casernes municipales, les Bureaux des employés, les Théâtres appartenant à la Ville, les Etablissements scolaires, les Marchés, les Halles, les Abattoirs, les Parcs et Squares et les Promenades appartenant à la Ville, situés dans l'enceinte

des fortifications ou hors Paris, lorsque les abords seront déjà canalisés par la Compagnie et que l'éclairage des appareils n'exigera que les branchements ; les édifices consacrés au culte, les établissements de l'assistance publique et généralement toutes les propriétés de la Ville et tous les Etablissements municipaux dans l'enceinte de la Ville qui seront désignés comme tels à la Compagnie par le Préfet de la Seine pendant la durée du présent traité.

La Compagnie ne pourra refuser d'éclairer aux prix et conditions de l'éclairage public les Etablissements énumérés aux paragraphes précédents même lorsque les frais de cet éclairage seront supportés en tout ou en partie par des particuliers ; seulement l'éclairage sera réglé et payé à la Compagnie par la Ville, sauf à l'administration municipale à en recouvrer le montant sur qui de droit.

Il est bien entendu que l'éclairage public ne comprend pas l'éclairage des logements et boutiques louées à des particuliers dans les propriétés de la Ville.

L'éclairage public comprend, en outre, les établissements départementaux et les établissements militaires situés dans Paris qui seront désignés comme tels à la Compagnie par le Préfet de la Seine.

.

ART. 16

Lorsque le prix sera livré au compteur, il sera payé à raison de 0 fr. 15 le mètre cube.

.

ART. 19

L'éclairage public est divisé en éclairage permanent et en éclairage variable.

L'éclairage permanent fonctionne du soir au matin sans interruption.

L'éclairage variable est subordonné aux besoins des localités.

La nature de l'éclairage sera fixé par le Préfet de la Seine, qui aura toujours le droit de la modifier.

ART. 20

Les heures d'allumage et d'extinction des becs permanents seront déterminés par un tableau dressé au commencement de chaque année par le Préfet de la Seine, et imprimé aux frais de l'Administration.

Les heures d'allumage et d'extinction des becs variables seront fixées par des décisions particulières du Préfet de la Seine.

ART. 23.

Lorsqu'il surviendra des brouillards ou des événements imprévus, la durée de l'éclairage pourra recevoir telle extension que les circonstances rendront nécessaire.

La Société exécutera d'urgence tous les ordres qui lui seront donnés à cet égard par le Préfet de la Seine, et elle ne pourra exiger que le prix du gaz consommé, par suite de la prolongation de l'éclairage ou de l'augmentation du nombre de becs.

Eclairage particulier.

ART. 41.

La Société sera tenue de fournir le gaz à Paris, dans les localités où il existera des conduites, à tout consommateur qui aura contracté un abonnement de trois mois, au moins, et qui se sera d'ailleurs conformé aux dispositions des règlements concernant la pose des appareils.

Les polices en vertu desquelles sont souscrits les abonnements devront être conformes à un modèle approuvé par l'Administration.

Les abonnements au bec et à l'heure pourront être faits pour tous les jours sans exception, ou en exceptant les dimanches et fêtes.

Aucun abonnement ne pourra être refusé, mais la Société sera en droit d'exiger que le paiement s'en fasse par mois et d'avance.

L'abonné prendra livraison du gaz au moyen d'un branchement sur la conduite principale. Ce branchement, les travaux et fournitures relatifs à l'appareil extérieur et intérieur, sont à la charge de l'abonné.

Le tuyau d'embranchement et le robinet extérieur destiné à mettre le gaz en communication avec les appareils intérieurs seront fournis, posés et entretenus par la Compagnie, aux frais de l'abonné, aux prix fixés par la police d'abonnement.

ART. 42.

Le gaz sera fourni, soit au compteur, soit au bec et à l'heure, à la volonté des abonnés.

Un modèle de chaque système de compteur, accepté par la Compagnie et approuvé par l'Administration sera déposé à la Préfecture de la Seine.

Les compteurs seront à la charge des abonnés, qui auront la faculté de les prendre parmi les systèmes acceptés et autorisés comme il est dit au paragraphe précédent, sauf les droits des fabricants brevetés.

Ils ne pourront être mis en service qu'après avoir été vérifiés et poinçonnés par l'Administration.

Ils seront soumis, quand à leur exactitude et à la régularité de leur marche, à toutes les vérifications que l'Administration pourra prescrire, sans préjudice de celles que les abonnés ou la Société voudraient faire effectuer par les voies de droit.

La pose et le plombage des compteurs seront faits par la Compagnie, de même que la fourniture et le scellement de la plaque-forme, aux prix fixés sur la police d'abonnement approuvée par l'Administration.

L'entretien des compteurs agréés par la Compagnie sera fait par elle aux prix mensuels fixés dans la police d'abonnement approuvée par l'Administration.

ART. 43.

Le prix du mètre cube de gaz vendu au compteur est fixé à 0 fr. 30 pour les 50 années de la concession sauf le cas de réduction prévu par les art. 8 et 48.

La compagnie aura le droit d'abaisser ce prix, en faveur d'une industrie déterminée, en accordant la même réduction à tous les industriels exerçant la même industrie.

Elle sera tenue de fournir en location des compteurs d'un système de son choix à tous ceux de ses abonnés qui lui en demanderont et qui contracteront un abonnement d'une année au prix indiqué sur la police d'abonnement approuvée par l'administration.

Procédés étrangers au système actuel de fabrication. Mode d'éclairage autre que par le gaz.

ART. 48.

Si, par suite du progrès de la science, l'Administration, de l'avis du Conseil municipal, jugeait convenable d'imposer à la Société l'emploi de procédés étrangers au système actuel de fabrication du gaz, celle-ci serait tenue de se conformer aux prescriptions de l'Administration.

Dans le cas où l'emploi de ces nouveaux procédés aurait pour résultat un abaissement notable dans le prix de revient du gaz, la Société serait obligée de faire profiter l'éclairage public et particulier de cet abaissement de prix, dans les proportions déterminées par l'Autorité administrative, toujours de l'avis du Conseil municipal.

Il en serait de même pour le cas où, sans attendre l'intervention administrative, la Société aurait pris l'initiative de l'application de procédés nouveaux.

Ces stipulations ne seront applicables que par période de cinq ans et après le rapport de la Commission dont il sera parlé au paragraphe suivant.

Dans les derniers mois de chaque période, tous les procédés étrangers au système actuel de fabrication, qui seraient jugés de nature à constituer un progrès, seront examinés par une Commission qui sera désignée par le Ministre de l'Intérieur, et qui, après avoir entendu les Délégués de la Compagnie, indiquera ceux des perfectionnements ou celles des inventions qui lui paraîtront pouvoir recevoir une application industrielle et manufacturière.

En cas de découverte d'un mode d'éclairage autre que l'éclairage par le gaz, l'Administration se réserve le droit de concéder toute autorisation nécessaire pour l'établissement du nouveau système d'éclairage, sans être tenue à aucune indemnité envers la Société actuelle.

Dispositions générales

ART. 49.

Si pendant le cours des cinquantes années de la concession la Société, par un motif quelconque, venait à cesser son exploitation ou était hors d'état de la continuer, elle serait déchue de plein droit du bénéfice du présent traité.

Dans ce cas, l'Administration serait mise immédiatement en possession provisoire du matériel d'exploitation et pourvoirait au service par tel moyen qu'elle jugerait convenable.

ART. 50.

La présente concession pourra être retirée à la Société si elle ne se conforme pas aux dispositions des art. 14, § 1^{er}, 12, 13, 41, 43, 44, 47 et 48, et, dans ce cas, l'Administration sera chargée de pourvoir aux services public et particulier, et elle entrera dans l'exercice des droits qui lui sont dévolus par l'article précédent.

ART. 51.

A l'expiration de ladite concession, la Ville de Paris deviendra propriétaire de plein droit et entrera de suite en possession des tuyaux, robinets, siphons, regards, valves et généralement de tout le matériel qui existera alors sous les voies publiques.

ART. 52.

L'administration emploiera les moyens qu'elle jugera convenables pour garantir l'observation exacte de tous les articles du traité dont le mode de contrôle ou de vérification n'est pas réglé.

ART. 53.

Comme conséquence du présent traité, les litiges et difficultés qui existaient entre la Ville de Paris et la Compagnie du Gaz sont définitivement éteints et amortis.

Les parties reconnaissent n'avoir aucune demande ni réclamation à se faire pour quelque cause que ce soit et notamment en ce qui concerne les retenues à l'occasion du pouvoir éclairant antérieurement à 1861.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Historique de l'éclairage à Paris.	1
CHAPITRE II. — Monopole de l'éclairage et du chauffage par le gaz	15
a) Sa nature.....	16
b) Sa raison d'être.....	19
A qui appartient le monopole.....	22
Droit pour la commune de concéder le monopole....	27
Effets de cette concession. Droits du concessionnaire	44
Règles à suivre pour l'interprétation du traité de concession	47
CHAPITRE III. — Analyse du traité du 7 février 1870	50
Ce qu'il contient : Marché de travaux publics.....	51
Marché de fourniture.....	57
Eclairage public.....	60
Eclairage privé.....	65
Prix du gaz. Question de l'abaissement du prix du gaz	71
Interprétation de l'art. 48 du traité.....	78
Propositions diverses en vue de l'abaissement du prix du gaz	81
Rapports financiers de la ville de Paris avec la Com- pagnie du gaz.....	91
Régime de l'octroi.....	91
Droits de location du sous-sol de la voie publique...	95
Léon	44

	Pages
Partage des bénéfices. Difficultés d'interprétation de l'art. 6 du traité.....	98
Partage de l'actif à fin de concession. Autres difficultés d'interprétation de l'art. 6.....	109
Procès.....	109
CHAPITRE IV. — Examen critique des divers systèmes....	123
a) Concession, ses avantages et ses inconvénients.....	123
b) Système de la régie avec compagnie fermière.....	128
c) Système de la régie directe. Possibilité en France de la régie directe.....	131
Avantages et inconvénients de ce système. Aperçu sur les nations étrangères. Conclusion.....	135

